

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

SOMMAIRE

Berlin et Moscou	**
Moscou contre Kiev	<i>Jean Charlet</i>
Moscou contre Tbilissi	<i>C. K.</i>
Nouvelle phase de la lutte entre Moscou et les nations non-russes en U. R. S. S. ..	<i>M. Danko</i>
Le chant choral en Ukraine (suite)	<i>Prof. A. Kochitz</i>
La situation des ouvriers en U. R. S. S. ..	**
Revue de la presse	**
CHRONIQUE : Géorgie. — Azerbaïdjan. — Ukraine.	
Errata.	

Direction et Administration :
1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Berlin et Moscou

Le professeur Paul Rorbach, écrivain et homme politique éminent, appartient à ce cercle restreint d'Allemands connaissant bien la Russie. Dès ses débuts, son attention fut attirée tout particulièrement sur le problème des nationalités en Russie, en premier lieu sur la question ukrainienne, trop négligée ou considérée avec scepticisme par les hommes politiques de sa génération. Encore avant la guerre, Rorbach s'était efforcé d'attirer l'attention des milieux politiques sur ces problèmes. Pendant la guerre, il occupait lui-même un poste de tout premier plan, tout d'abord en qualité d'expert, puis comme chef, sinon comme l'un des principaux directeurs du « Bureau central d'information ». Ses observations et les conclusions qu'il en a tirées nous sont révélées aujourd'hui dans un très intéressant article qu'il a publié dans le numéro de février du journal allemand « Westermanns Monatsheft » sous le titre « Pourquoi ce résultat ? » c'est-à-dire pourquoi la guerre mondiale a eu ce résultat ?

Rorbach s'attache à montrer, non pas les fautes purement stratégiques, mais les fautes politiques fondamentales d'une importance non moins déci-

ve que les premières et dont l'origine se situa dans le fait que « les milieux responsables n'avaient pas une connaissance suffisante des conditions géo-politiques et historico-politiques » de la Russie d'avant-guerre.

Rorbach prouve que l'ignorance des conditions particulières de cette Russie a joué un rôle fatal dans la chaîne ultérieure des événements.

A la veille de la guerre, l'auteur avait précisément constitué un dossier sur la situation politique du monde. Dans ce travail il soulignait le grand danger que présentait, pour l'Allemagne et pour l'Autriche-Hongrie, l'immense et puissante Russie, toute imprégnée d'esprit impérialiste. Selon M. Rorbach, la Russie devait tôt ou tard entrer en conflit avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, désireuse qu'elle était d'annexer tout d'abord la Ruthénie autrichienne qui, par son développement national et culturel, contribuait grandement au réveil de l'Ukraine russe, de s'emparer ensuite de la terre polonaise ou d'autres parties slaves et, peut-être même, de pousser plus loin la réalisation de ses visées toujours plus larges. L'auteur insistait sur ce danger. Le travail n'était pas encore

achevé lorsque retentit le coup de Sérajevo. Rorbach achève hâtivement son travail au début de la guerre et le fait éditer sous ce titre : « La guerre et la politique allemande ».

« La sécurité de l'Europe, écrit-il dans son livre, exige que le colosse russe, avec ses 170 millions d'habitants, soit démembré, parce que la politique russe est une menace perpétuelle pour la paix du monde et pour l'existence des empires centraux, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. »

L'auteur explique tout de suite que ce démembrement n'est nullement le dépècement d'un organisme vivant, tout au contraire, c'est l'affranchissement de différents peuples subjugués par la force et artificiellement attachés l'un à l'autre. L'auteur développe ici sa comparaison imagée d'après laquelle l'empire russe ressemble à une orange dont les parties sont enfermées dans une écorce. Il suffit d'enlever cette écorce — l'écorce du tzarisme — pour que ces parties se détachent librement l'une de l'autre.

Rorbach et quelques autres personnages s'efforcent de convaincre les milieux dirigeants de l'Allemagne dans la nécessité d'adopter ce point de vue.

« Mais, dit l'auteur, nos efforts furent vains parce que là où ces questions allaient être résolues, nous rencontrions une opposition dont la cause n'était autre que l'ignorance des questions et la faiblesse d'imagination. »

Et voici que la guerre mondiale se prolonge. Rorbach, infatigable, ne cesse d'insister auprès des milieux officiels pour que l'Allemagne poursuive dans cette guerre, un but réaliste, un but qui ne contienne rien d'irréalisable. Ce but, c'est le démembrement de la Russie et la création, à sa place, d'une série d'Etats nationaux. De cette manière sera conjuré un grand danger

pour l'Allemagne à l'est ; elle aura ses coudes libres, et tout l'est européen et une grande partie de l'Asie se trouveront placés sous l'influence de l'Allemagne et dans son orbite économique. La puissance économique et militaire de l'Allemagne en sera sensiblement augmentée ; elle pourra dès lors conclure une paix honorable avec la France et l'Angleterre.

Mais les milieux dirigeants avaient, sur la question, des conceptions toutes différentes. Leur haine contre la France et contre l'Angleterre (et probablement contre la Pologne aussi, dont le plan de Rorbach prévoyait l'indépendance) fut un sentiment plus fort que l'hostilité contre la Russie, plus fort que tout raisonnement et que toute prévision réalistes.

Au printemps de 1915, lorsque le général Hindenburg eut infligé une cuisante défaite aux armées russes en Pologne et en Lithuanie, les idées de Rorbach acquirent une importance particulière. Il les développa dès lors avec plus de chaleur, avec plus d'énergie. Encore un coup et l'empire russe va se disloquer... Rorbach adresse un long memorandum au ministère des Affaires étrangères, au commandement suprême et au cercle restreint des dirigeants de l'Etat. Il y recommande de poursuivre l'attaque pour dépecer « l'orange » russe. Rorbach voit la faiblesse de la Russie, ce que Berlin ne voit toujours pas. La justesse de ses vues allait être confirmée par les faits, ainsi qu'on put le voir après la guerre.

M. Paléologue, ambassadeur de France à Pétrograd, confirme dans ses mémoires que la situation de la Russie, au point de vue de son approvisionnement, était désespérée dès le mois d'avril 1915 ; elle était littéralement catastrophique au mois d'août. Il l'avait appris par ses observations per-

sonnelles, par les conversations qu'il eut avec M. Poutilov, avec M. Beliaev, chef d'état-major, et aussi avec M. Sazonov, ministre des Affaires étrangères, etc. Ce même Paléologue voit bien la pénible situation des peuples de Russie et le danger qui peut en résulter. Il attire l'attention des dirigeants de la politique russe sur ce problème et il leur conseille de soulager la situation des peuples non-russes avant que l'étranger (l'Allemagne !) qui suit attentivement la vie intérieure de la Russie, s'en aperçoive pour en tirer tout le profit.

« Combien l'Allemagne était loin alors — s'exclame Rorbach — de comprendre ces faits, qui eux n'ont pas échappé à l'attention d'un Français intelligent après un court séjour à Pétrograd ! »

Oui, les dirigeants de l'Allemagne étaient loin de comprendre cette situation, ils rejetèrent la proposition de Rorbach et de ses amis. Au lieu de poursuivre l'attaque contre la Russie qui, au dire de M. Paléologue, ne pouvait alors attendre aucun secours de la France, l'Allemagne lança toutes ses armées sur le front occidental, notamment sur Verdun, pour y subir, comme auparavant en Flandre, des pertes incalculables sans le moindre profit.

Les Anglais même portèrent leur attention sur ce point. Rorbach cite Lord Churchill qui, dans ses mémoires, apprécie la situation tout à fait de la même manière que Rorbach. Le généralissime allemand Falkenheim avec sa formule célèbre : « Il vaut mieux frapper l'ennemi le plus fort dans sa position la plus forte que l'ennemi le plus faible dans sa position la plus faible », fit un beau geste, mais... il perdit la guerre.

La Russie, acculée à une situation sans issue, trouva ainsi le moyen de

respirer pendant dix mois et d'accroître ses forces pour recommencer ses attaques contre l'Autriche-Hongrie.

L'année 1916 débute par les assauts de Verdun qui eurent des suites catastrophiques pour l'Allemagne. Au mois de juin de cette année le chancelier Bethman-Holweg prit connaissance du rapport de Rorbach. Ce dernier approuvait Hindenburg qui connaissant bien le front oriental, fut dès le début un partisan résolu de la guerre contre la Russie, mais ne reçut point les moyens nécessaires pour la mener à bien. Rorbach se rend lui-même enfin au front oriental pour avoir une entrevue avec Hindenburg. A Kaunas, il est reçu par Ludendorff et par Hofmann. Ludendorff est furieux d'apprendre la diversion de Verdun, il la qualifie de criminelle, mais quant au plan général de Rorbach, il ne le comprend pas non plus.

— « Ce que vous dites, c'est de la politique », déclare-t-il, je suis un militaire et la politique ne me regarde pas. Si je voulais avoir une politique, celle-ci porterait le titre : « Je hais l'Angleterre ».

Que Ludendorff se mêlât souvent de la politique, c'est un fait qui ne saurait être dénié. Mais ce qu'il convient de noter ici, c'est qu'il se laissait guider, paraît-il, par les sentiments, plutôt que par la raison.

Rorbach le prie de lui accorder une entrevue avec Hindenburg. Ludendorff refuse :

— Le duc de Brunswick est chez lui en visite, lui fut-il répondu, d'ailleurs je ne pense pas vous donner une occasion pour développer vos idées au feld-maréchal.

Rorbach se retire.

Le 15 août, la Roumanie s'alliait à l'Entente, ce qui n'aurait pas eu lieu

si le plan de Rorbach avait été accepté par l'Allemagne.

C'est alors seulement, le 29 août 1916, que Hindenburg est nommé chef de l'état-major général en remplacement de Falkenheim ; mais c'est déjà trop tard. Rorbach cite le « Manchester Guardian » qui relate la « promotion » de Hindenburg :

« Si Hindenburg avait été nommé un an plus tôt, l'Allemagne aurait gagné la guerre. Maintenant, il ne peut rien faire pour mener l'armée allemande à la victoire. »

Désormais, un seul espoir va luire encore dans le cœur de l'indomptable professeur : c'est la révolution russe qu'il attend dès le début. Mais cette attente aussi n'est partagée par personne. Ses informations tout imprégnées de cette attente sont qualifiées de tendancieuses par le ministère des Affaires étrangères. De guerre lasse, Rorbach rompt ses relations avec lui. Bientôt les prévisions de Rorbach s'avèrent justes, la révolution éclate en Russie et le ministère fait mander Rorbach pour lui demander des explications sur les événements de Russie. Rorbach et ses collaborateurs font un rapport détaillé sur la situation. L'on entendit alors l'un des hauts fonctionnaires du ministère faire la présente remarque :

— « Nos remerciements, messieurs ! Nous comprenons maintenant comment tous ces événements sont liés les uns aux autres. »

« Et c'est tout ce qu'on a dit, ajoute Rorbach, non sans amertume, après les deux ans et demi de guerre que nous avons menée contre la Russie ! »

Tout comme l'Allemagne, qui avait lâché la Russie, la révolution russe eut aussi ses retards et, de ce fait, elle n'a pas donné les résultats qu'on pouvait en attendre. L'Amérique, déjà prête à

entrer en guerre, vint compenser la carence de la Russie.

Rorbach n'est pas plus satisfait de la politique allemande d'après-guerre. « Les pourparlers de paix à Brest-Litovsk, écrit-il, auraient dû s'ouvrir à condition que le gouvernement soviétique fût privé du droit de parler au nom des peuples non-russes. Ces peuples, de Finlande au Caucase, auraient dû entendre de l'Allemagne le mot d'ordre ainsi libellé : « Vous êtes libérés de Moscou ! C'est à vous de décider de votre sort et d'adopter la forme de gouvernement que vous voudrez ! »

Avec cette politique résolument et courageusement conduite, il est évident que l'Allemagne aurait beaucoup gagné tant au point de vue moral que matériel. Malheureusement, ici encore, la politique allemande était instable et indécise.

Mais voici le mois de mai 1918 ! Rorbach est mandé à Kiev par le pouvoir d'occupation allemand. Là, Rorbach lit les journaux locaux qui lui souhaitent la bienvenue et qui l'appellent le grand promoteur de l'idée de l'indépendance ukrainienne en Europe.

« Malheureusement, ajoute Rorbach, le pouvoir d'occupation allemand avec lequel j'étais en contact à Kiev, faisait preuve d'une complète ignorance de la question ukrainienne. On ne comprenait pas la différence entre Ukrainiens et Grand-Russiens et on considérait leur union ultérieure comme normale et inévitable.

Du fait de cette incompréhension et de cette imprécision, l'Allemagne ne put contribuer en temps utile à la consolidation des Etats nationaux dans l'est européen et, de son côté, elle ne retira aucun profit.

Ces circonstances permirent à la Russie soviétique d'imposer facilement sa domination aux petits Etats natio-

naux, abandonnés à eux-mêmes sans aide et sans appui, tels l'Ukraine et les Républiques Caucasiennes. C'est presque toute l'Europe orientale qui est de-

venue la proie de la Russie soviétique, dont la puissance est de nos jours un réel danger pour le monde.

Moscou contre Kiev

Les armes de l'U. R. S. S. portent désormais, nous apprend-on, l'inscription : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » en onze langues au lieu de sept. L'Union Soviétique essaye, par ce jeu, un peu enfantin, de démontrer à l'étranger le « large esprit démocratique et de compréhension » duquel s'inspire — paraît-il — le régime bolchévik. A vrai dire, il n'en est rien. Bien au contraire, à mesure que le temps s'écoule, les dictateurs du Kremlin deviennent tout simplement des « tsars rouges », disciples très dociles du « tsarat blanc » qu'ils ont supprimé. Staline a pris la place des Romanov, avec cette différence, toutefois, que les tsars n'étaient que chefs spirituels de l'Eglise orthodoxe, alors que Staline est Dieu et empereur à la fois !

C'est en imitant tout simplement l'ancien régime russe que gouvernent les maîtres de l'U. R. S. S. La Russie tsariste a excellé dans l'oppression des nations subjuguées par la poussée impérialiste d'Ivan le Terrible et de Pierre le Grand. Les bolcheviks ont eu beau proclamer la liberté des nations à se gouverner elles-mêmes, toute tentative de libération de la part d'une des « républiques fédératives » ou « autonomes » est réprimée en U. R. S. S. de la façon la plus sévère.

Pour le moment, c'est le tour de l'Ukraine qui veut renaître à sa vie

nationale, ce qui, du point de vue du Kremlin, est taxé de crime de haute trahison. Le « rassemblement » de la terre « russe » par les grands-ducs de Moscovie, au détriment des nations qui devaient se plier sous le joug moscovite, est considéré par les disciples de Staline comme un événement heureux et qui marque un progrès dans l'histoire russe. En même temps on proclame à Moscou la « démocratisation du régime soviétique » — article d'exportation et bon seulement pour l'étranger — et on emprisonne à Kiev, tous ceux qui ont pris au sérieux toute la phraséologie de la nouvelle constitution... La plupart est accusée de « trotskisme » — les autres, d'avoir appartenu à l'opposition nationaliste ukrainienne; ce ne sont heureusement pas les accusations qui manquent : pour démontrer que le progrès existe, les tsars rouges ont marqué le pas sur les Romanov.

Il a fallu couper la tête à l'Ukrainisation, tout d'abord. C'est alors que Moscou a fait mettre en prison les trois commissaires-adjoints à l'Instruction publique de Kiev : Ditiouk, Khaïtt et Bodansky. Ces messieurs peuvent à présent réfléchir sur les bienfaits du communisme avec un autre personnage particulièrement bien renseigné — l'ancien chef de la censure à Kiev ; ce dernier, flanqué à son tour de ses deux adjoints.

Signalons également que du fait de l'épuration qui se poursuit dans le domaine de l'éducation nationale, des arrestations ont été opérées. Dans ce nombre se trouvent les recteurs des Universités de Kharkov et d'Odessa ; le secrétaire du parti communiste du commissariat de l'Instruction publique, les secrétaires du parti des comités municipaux d'Odessa, Tchernigov, Stalinsk, Dniepropetrovsk etc.

Il ne faut pas croire que des arrestations aient été opérées dans un seul commissariat : Achrafian, membre du comité central ukrainien du parti communiste, Kilerogue, délégué à la propagande, et Postolovskaya, secrétaire du parti de l'organisation des travailleurs scientifiques à Kiev — sont également sous les verrous. L'on dit même que la position de Paul Postychev, lieutenant de Staline en Ukraine, n'est plus très solide.

Un exemple fort caractéristique sur la manière dont les Soviets exploitent le désir d'indépendance, si vif chez toutes les nations opprimées par les bolcheviks, est celui que nous offre le cas de Georges Kotsioubinsky, communiste cent pour cent, hier encore vice-président du Conseil des commissaires du peuple en Ukraine, et qui a fait carrière, grâce surtout à son nom. Le père de M. Kotsubinsky est connu pour la lutte séparatiste qu'il a menée au temps de la monarchie. En sa qualité de fils du grand écrivain ukrainien, Georges Kotsubinsky, ancien diplomate soviétique, s'employa à servir Staline à Kiev. Peine perdue ! On se rappela qu'en 1917, au moment du coup d'Etat communiste, Kotsioubinsky fut le lieutenant de Trotzki à Petrograd. Cela suffit pour que, sans la moindre accusation, Kotsiubinsky fut écroué. Il attendra son procès, peut-être aussi longtemps que d'au-

tres dignitaires du régime, actuellement en prison, tels que Schmidt, Kouzmitchov, etc., accusés d'avoir voulu tuer le maréchal Vorochilov. Mais c'est en vain qu'ils attendent un procès « en règle ».

Pour ce qui est du sort que la vie soviétique réserve à ses sujets, il suffira de citer celui de Kamarauli. Ce Géorgien se trouvait à la tête d'un établissement d'Etat qui s'occupait de la vente des vins du Caucase en Ukraine. On l'avait accusé de fraudes, mais cela ne pouvait aucunement nuire à sa carrière ; mais un beau jour, un de ses camarades l'accusa, chose plus grave, de trotskisme. Aussitôt une instruction fut ouverte.

Au cours de cette instruction, des faits surprenants furent constatés, faits qui accablaient Kamarauli, mais qui accablaient beaucoup plus l'insuffisance de l'administration soviétique. On apprit alors que Karamauli avait été deux fois déjà rayé des cadres du parti communiste : la première fois, en 1924, comme affilié aux mencheviks géorgiens, la deuxième fois, en raison d'indélicatesses, d'ordre financier. A deux reprises Kamarauli sut jeter un voile sur le passé et redevenir membre du parti. Ce n'est que la crainte du trotskisme qui précipita sa chute...

Nous autres, qui habitons l'Europe occidentale, disons l'Europe tout court, sommes très loin de cet état d'esprit qui fait loi au pays des Soviets. J'avoue — et il me semble que je ne suis pas le seul — ne pas comprendre grand'chose aux procès trotskistes, joués si complaisamment au

grand jour, tout au moins dans leur dernière partie.

On ne m'accusera pas non plus, j'espère, d'être trop endurci, si je confesse que je n'ai nulle pitié pour le sort, certes, peu enviable d'anges déchus du paardis soviétique. Mais je considère ces faits comme autant d'« indices » qui montrent clairement d'une part, le malaise qui va en s'aggravant dans l'U.R.S.S. et, de l'autre, la juste valeur de ce qu'on appelle la « liberté » au pays de Staline. Ces prémices nous obligent aussi à tirer la conclusion que voici :

*
**

Dès sa création, l'U. R. S. S. fut considérée comme l'Etat-modèle de la Troisième Internationale. A ce titre, elle se devait de pratiquer le communisme sous sa forme la plus « pure », c'est-à-dire d'appliquer la doctrine économique de Karl Marx qui était en l'occurrence celle d'un Etat sans classes.

La réalité est toute différente. Aux lieu et place des classes abolies ont surgi de « nouveaux riches ». L'économie et la politique dirigées ont créé une tyrannie à l'état permanent, laquelle s'est débarrassée très vite de son internationalisme. Staline continue l'œuvre impérialiste grand'russe qui opprime délibérément toutes les autres nations de l'Union Soviétique. Une moitié de la population composée de Russes se dresse contre l'autre moitié, les non-Russes. A vrai dire, il n'y a qu'une infime minorité qui joue le rôle de gendarme, à la fois contre les nations opprimées et contre la majorité grand'russe elle-même.

Libre aux Russes de tolérer l'une ou l'autre des formes de gouvernement ; mais le monde, dans son entier, doit protester contre l'oppression intolérable qui plie des dizaines de millions de non-Russes sous le joug de Moscou.

Jean CHARLET.

Moscou contre Tbilissi

On nous écrit de Tbilissi :

Vous êtes probablement au courant de l'arrestation de nos « trozkistes ». Il faut vous dire qu'il n'y a pas, parmi ceux-ci, de vrais trozkistes, de vrais partisans de Trozki. Sous ce nom, dans toute l'Union soviétique, sont aujourd'hui baptisés tous les communistes d'opposition et tous ceux de la classe dirigeante qui leur sont sympathiques.

Pendant le deuxième procès de Moscou, la panique s'empara des commu-

nistes géorgiens. On en parlait beaucoup, on s'attendait à une répétition du procès à Tbilissi. La situation ne s'éclaircit que dans la soirée du 27 janvier, lorsqu'apparurent, dans les rues de Tbilissi, des détachements de l'armée rouge. Le bruit courut qu'on allait arrêter les communistes et c'est ce qui arriva. Furent appréhendés : *Boudou Mdivani, M. Okoudjava, V. Kvir-kélia, N. Kiknadzé, L. Gogobéridzé, K. Modébadzé, M. Torochelidzé, M. Tchikladzé et M. Djikia*. Nous savons de source digne de foi que dans la liste

des proscrits figurent une quarantaine de noms de communistes parmi lesquels on retrouve ceux de plusieurs hauts fonctionnaires. Pour ces derniers on attend le moment propice.

Au moment de son arrestation L. Gogoberidzé tenta de se suicider, mais les tchékistes se précipitèrent sur lui et lui arrachèrent des mains le revolver.

Boudou Mdivani, furieux, aurait adressé aux agents du Guépéou ces paroles : « Dites à Staline que Tbilissi n'est pas Moscou, et que moi, je ne suis pas non plus Zinoviev ou Kamenev pour que je puisse, par ordre, assumer ces abominables accusations. Pour le moment, il peut encore faire passer par les armes ses compagnons de lutte d'hier qui refusent de le suivre dans sa déchéance morale, mais qu'il se souvienne qu'après Danton, c'est Robespierre qui a surgi. »

S. Kavtaradzé a été arrêté à Moscou.

Il est difficile de loin d'imaginer ce qui se passe ici. Tout le monde est terrorisé, particulièrement les communistes. Il est clair que Béria prépare de sanglantes journées. Si les autres inculpés se montrent aussi fermes que Boudou Mdivani, il est douteux qu'un procès politique soit institué.

Au mois de novembre, beaucoup d'officiers de la garnison russe ont été arrêtés. On les accusait d'avoir pris part à un complot fasciste qu'on aurait découvert à Moscou. La plupart de ces officiers sont déjà exécutés sans jugement, selon la règle du Guépéou. Parmi ces derniers, il n'y avait pas de Géorgiens. Jusqu'à présent, les Russes étaient considérés comme les plus loyaux à l'égard du pouvoir moscovite, maintenant eux aussi sont déclarés suspects. C'est parmi les Russes que se répand la tendance fasciste, elle n'a

pas de prise sur les Géorgiens et, sur ce terrain, pas de représailles.

Je viens d'apprendre que les Géorgiens fascistes de l'étranger auraient tenté d'établir un contact avec la jeunesse géorgienne de Tbilissi, mais que la tentative aurait échoué : « Il nous suffit du fascisme rouge », aurait-on répondu de Tbilissi.

Un certain nombre de hauts fonctionnaires communistes ont disparu, sans laisser de trace, dans les provinces où ils travaillaient. On dit que c'est le Guépéou qui les a supprimés : ils se seraient rendus suspects. Le bien-fondé de cette information se confirme du fait qu'aucune mesure particulière pour leur recherche n'a pas été prise.

Les rapports arméno-géorgiens qui étaient bons jusqu'à présent, ont soudain empiré. La cause en est à la dissolution de la fédération transcaucasienne et à l'entrée directe de chaque république dans l'Union Soviétique. Les communistes arméniens de Tbilissi protestèrent, ils organisèrent même une manifestations dans les rues de Tbilissi et provoquèrent de l'agitation parmi la population arménienne. Les relations entre les communistes géorgiens et arméniens en furent gâtées. La mort de M. Khondjian, secrétaire du parti communiste arménien, y mit le comble. On dit ici, avec assurance, qu'il a été abattu à coups de revolver par Beria lui-même, dans son cabinet.

Les sociaux-démocrates rapatriés des lieux de leur exil, sont de nouveau mis en état d'arrestation et relégués en Sibérie.

La situation des ouvriers ainsi que de toute la population à Tbilissi est effroyable. Le prix moyen de la main-d'œuvre pour un mois, à huit heures de travail par jour, est de 250 à 275 roubles. C'est un salaire de famine. Le kilo de pain noir coûte 1 rouble 60

kop., de pain blanc 2 roubles à 2 r. 20 kop. ; de la viande, de 6 à 9 roubles ; du beurre, 18 roubles ; du sucre, 5 roubles, etc. Le macaroni, le vermicelle, le riz sont introuvables ; chaussures et vêtements sont extrêmement chers. Un mauvais vêtement coûte de 400 à 500 roubles ; la chaussure, 200 roubles. Les tissus sont inaccessibles. Le pouvoir d'achat du rouble équivalait à 5 anciens copeks à peine. Le stakhanovisme n'est qu'un moyen de pouvoir manger à sa faim. Le stakhanovien ne tient pas plus de deux mois à son travail, après quoi il tombe épuisé, malade et est obligé d'abandonner non seulement son stakhanovisme, mais tout travail. Il doit se reposer pour longtemps. Cette situation n'est pas du goût des communistes, particulièrement des vieux travailleurs. C'est pourquoi nombreux sont ceux d'entre eux qui sont emprisonnés ou relégués. On bourre le crâne aux jeunes communistes en leur disant qu'en Europe la situation des travailleurs est bien plus mauvaise, qu'ils meurent de faim, etc. Nombreux sont ceux qui y croient. Les travailleurs communistes n'ont aucune influence dans le parti communiste, et le parti lui-même n'est qu'un outil entre les

maines du Guépéou. Il exécute ce qu'on lui ordonne. Personne ne croit au socialisme du régime, pas même les communistes. Ceux-ci espèrent seulement que les choses vont s'améliorer. Il en est qui rêvent d'une nouvelle révolution et de la chute du régime.

Février.

Cette lettre a été déjà sous presse lorsque nous avons reçu de Géorgie l'information suivante :

« L'interrogatoire des « trozkiistes » a commencé. Il s'est transformé en une bruyante accusation réciproque. Les inculpés sont devenus des accusateurs ; ils attaquent Staline, Beria et leurs rouages. Ils les accusent de fascisme, d'avoir trahi le parti et le peuple, en un mot, d'être des contre-révolutionnaires. Beria a perdu la tête, et il a pris inopinément le chemin de Moscou, pour toujours disait-on, mais à ce qu'il paraît, il serait parti pour prendre de nouvelles instructions auprès de Staline. Grand désordre parmi les bolcheviks géorgiens. Le nombre des partisans de Béria a bien diminué.

C. K.

Nouvelle phase de la lutte entre Moscou et les nations non-russes en U.R.S.S.

La promulgation de la nouvelle constitution de l'U. R. S. S. et les derniers procès de Moscou sont autant d'étapes dans la lutte acharnée que mène la Moscovie contre les nations non russes de l'U.R.S.S.

La proclamation solennelle de la constitution soi-disant « la plus démocrate du monde » est en même temps un aveu de la défaite de l'ancienne tactique bolcheviste qui n'était ni constitutionnelle, ni démocratique. Le Gouvernement de Moscou est contraint d'avouer aux fêtes de la vingtième année de la révolution bolcheviste que sa bureaucratie dans les pays conquis, qui forment autant de nations opprimées, n'a pas été capable d'imposer le respect qu'en attendait Moscou ; il s'aperçoit que les satrapes moscovites ont compromis le pouvoir central dans leurs provinces, que des satrapes infidèles soutiennent même parfois l'opposition que manifeste la population mécontente contre le Kremlin. *Risum teneatis amici !* Le gouvernement central engage même la démocratie des nations opprimées à participer à l'épuration des autorités locales, au cours des prochaines élections, tout comme les tzars de jadis punissaient leurs gouverneurs criminels, devant le peuple resté fidèle.

Le Comité Central du Parti Communiste a rédigé, dans sa dernière séance plénière, une résolution sévère contre « la violation des principes de démocratie dans le parti communiste, violation particulièrement constaté dans le comité de la région Asov-Mer-Noire, dans le comité

régional de Kiev et dans le Comité Central du Parti Communiste Ukrainien ».

Le discours de M. Jdanov pendant la séance du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. fournit des renseignements très suggestifs à propos des plans « démocratiques » du gouvernement soviétique contre les nations opprimées. « Aux prochaines élections, a-t-il dit, nous nous heurterons à une propagande et à des candidatures hostiles. On remarque déjà l'animation des éléments anti-soviétiques ; nos ennemis se préparent pour les élections. Nombreux sont les travailleurs qui dans nos organisations croient que leur tâche est finie dès qu'ils ont été élus aux soviets. Ils ne viennent pas aux séances plénières, ils ne veulent être chargés des plus simples devoirs de membres du parti, ils s'enferment dans le cercle étroit de leur organisation et évitent de paraître devant les masses pour leur donner le compte rendu de leur travail... La présence inadmissible de certains membres de comités de régions, de rayons et même de Comités Centraux des partis communistes nationaux atteint en moyenne 11,6 % des membres des comités. Le chiffre de ces indésirables à Kiev atteint 26,2 %, à Dniepropetrovsk 26,7 %, dans la Ruthénie-Blanche 28,9 % et en Arménie 30 % ; il constitue les deux tiers des membres du comité de la ville de Khar'kov ».

Que signifie cette violation obstinée du « démocratisme » soviétique commise par les organisations locales dans les régions

non-russes, ces cooptations qui déplaisent tant au gouvernement soviétique et à M. Jdanov ? Cela signifie que ces organisations locales créées par Moscou même et dirigées par les bureaucrates envoyés de Moscou s'opposent à toute immixtion du gouvernement central et à tout contrôle de la part de Moscou. Le gouvernement central espère et tâche de rompre la résistance de ses employés suspects par les moyens « démocratiques » de la nouvelle constitution, par de nouvelles élections ; le gouvernement va même jusqu'à entreprendre la tâche désespérée et ridicule d'exciter la population contre les bureaucrates rétifs par la démagogie du démocratisme imaginaire. Cette naïve comédie peut réussir dans les régions moscovites, mais la population non moscovite ne voudra sûrement pas chasser la maladie par la peste et aider le gouvernement à faire l'épuration de sa bureaucratie locale.

D'ailleurs M. Jdanov a dévoilé, malheureusement trop tôt, les intentions secrètes du gouvernement en disant que le centralisme démocratique servira comme de parole aux prochaines élections. Mais un centralisme ne peut jamais être démocratique dans un Etat aux nationalités si diverses. Un centralisme moscovite en Ukraine, en Géorgie, au Turkestan etc, ne peut être que despotique et réactionnaire. Ni la population moscovite ni même les organisations et institutions locales créées par le gouvernement central ne veulent son immixtion, et se défendent obstinément contre le « centralisme démocratique » ordonné par Moscou.

C'est peut être paradoxal, mais il est certain qu'une communauté d'intérêts existe dans la lutte commune contre le gouvernement central, bien que ces intérêts soient très différents. Les autorités soviétiques locales désirent exploiter la population à leur propre compte et livrer à Moscou la partie la plus minime du butin ; et la population indigène lutte, non

pour le changement des satrapes moscovites, mais pour l'abolition de l'occupation moscovite en général. Cette population sait que les nouveaux venus de Moscovie sont toujours plus voraces que les anciens employés bolcheviks. C'est pourquoi la population et les autorités locales font souvent un front commun contre Moscou et qu'elles évitent autant que possible toutes relations avec le parti communiste. Les persécutions contre les « Trotskistes » pendant et après les procès de Moscou ont provoqué une véritable fuite de communistes, abandonnant ainsi leur travail politique. La presse soviétique se plaint amèrement que les membres du parti préfèrent l'action économique au travail politique bolchevik. « La Pravda » du 4 mars dernier écrivait de Poltava : « Il y a trois mois qu'à Poltava on reprochait au Soviet de cette ville la suppression de la critique, le bureaucratisme et l'éloignement des masses. La négligence du travail bolchevisk a permis aux ennemis de pénétrer dans les sections importantes de l'action politique et économique. Le Soviet ayant été réélu, on l'a obligé à corriger ses fautes... Cependant, aucun changement important n'a eu lieu. Le Soviet, tout comme auparavant ne s'occupe que de l'économie et néglige le travail politique. La propagande est confiée aux propagandistes qui ne comprennent rien au statut du parti et à la constitution... Cette même Pravda communique de Kharkov que 132 sections politiques dans les sociétés collectives d'Etat pour la culture de la betterave à sucre ont constaté la carence du travail politique. Le même quotidien communique de Nikolaev que les journaux locaux « La Voie de l'Industrialisation » et « La Commune de la Mer Noire » ne s'occupent pas de l'action politique du parti. Des plaintes et des accusations contre les autorités et les organisations locales dans les régions non-russes parviennent aussi de Tchernigov, de la ré-

gion du Don, du pays Azov-Mer Noire etc. On communique également que « le Caucase du Nord n'a pas envie de faire un travail bolchevik ». A Bakou, les communistes expulsés du parti et réintégrés par les autorités centrales ne reçoivent pas leur confirmation bolcheviste des autorités locales, « violent brutalement le démocratisme bolchevik... ». Et toute la presse soviétique ne cesse de sonner ainsi l'alarme.

La résistance des organisations et des institutions locales, dans les régions non russes contre le gouvernement central est évidente ; de ce fait, la situation de Moscou est assez difficile. Le gouvernement n'ose pas risquer une attaque de front contre cette bureaucratie opiniâtre, aussi va-t-il essayer une manœuvre d'encerclement en recourant au « centralisme démocratique » pendant les prochaines élections. Le gouvernement espère profiter de ces élections pour effectuer, d'une part, une nouvelle épuration fondamentale de la bureaucratie soviétique et bolcheviste et, d'autre part, pour pénétrer dans les masses de la population non russe et élargir ainsi la base de la domination moscovite sur les nations non russes. Mais l'espoir du gouvernement soviétique n'est pas fondé, et le plan « constitutionnel » est mal construit. Un front « populaire » est possible en France, peut-être même en Angleterre, mais il est tout à fait impossible en Ukraine, en Géorgie, au Turkestan, où le gouvernement de Moscou est

trop bien connu. La constitution stalinienne restera sur le papier, et les élections ne seront qu'une comédie ridicule, la population, pas plus que les bureaucrates soviétiques n'ayant aucune confiance dans le gouvernement central. Le dit M. Jdanov, ne recommande pas aux fonctionnaires soviétiques de renoncer à la « pression », pendant les élections « parce qu'il n'y a pas de dictature sans pression ». C'est dire que le gouvernement procédera aux élections avec du sucre dans une main et une cravache dans l'autre. Mais il n'y aura ni électeurs ni candidats proprement dits, il y aura simplement une résistance passive du côté de la population non russe et du côté des autorités locales. La *Pravda* du 6 mars, écrivait, de Tchernigov que « Plusieurs présidents de soviets ne pouvaient être recommandés comme candidats, et elle se demandait si les organisations locales avaient trouvé des bolcheviks sans reproche afin de poser leur candidature ? ».

L'oligarchie moscovite remarque qu'après vingt ans de domination dans les régions non russes elle ne se maintient que grâce aux baïonnettes russes, et que cette base est très fragile, surtout en présence du danger de guerre. Mais cet aveu est venu évidemment trop tard. L'impérialisme moscovite est trahi dans les régions non russes par ses propres serviteurs. Les rats s'apprêtent à quitter le navire qui coule. Que tempête soit la bienvenue.

M. DANKO.

Le chant choral en Ukraine

(Suite)

Parallèlement au développement du chant choral et du chant à une voix, un grand travail musical scientifique se faisait en Ukraine. A la fin du XI^e siècle, les professeurs de musique de Kiev avaient déjà élaboré un système original de sémiographie des notes, assez proche du système des « neunes » européens, mais pourtant parfaitement original (c'est ce que l'on a appelé le système des « crochets »). Ce sont ces mêmes musiciens qui aboutirent avant les Européens, au système de la portée de cinq lignes (alors que l'on employait encore en Europe le système des quatre lignes). Les travaux de composition musicale du célèbre théoricien de Kiev, N. Diletzky (1630-1669) unissent la culture musicale ukrainienne à la culture européenne et nous les montrent toutes deux égales.

Le développement du chant choral en Ukraine prend un grand essor au XVI^e siècle et plus encore au XVII^e siècle. C'est alors qu'apparaissent de nouveaux foyers de culture musicale et de chant choral — les écoles fondées par les organisations de fidèles — par les « confréries », à Lviv, à Kiev, à Lutsk, à Ostriv et dans d'autres villes encore. On y organisait, non seulement des chœurs d'étudiants, mais on y introduisait en outre un système vocal spécial pour la préparation des chanteurs de chœurs, des classes de théorie, des études de composition. Toute une pléiade de chanteurs nouveaux, de maîtres de chapelle apparaît, éduquée par la pratique, au cours de nombreuses années, de vieilles traditions chorales

et du nouvel art de la composition artistique, selon la théorie de Diletzky.

A leur tête, il faut citer N. Diletzky lui-même, T. Tarnopilsky, J. Zagvoisky, A. Mezynetz, Paltchevsky et d'autres encore.

Ces artisans créèrent, parallèlement aux variations des vieilles mélodies, des compositions tout à fait nouvelles pour beaucoup de voix : de quatre à vingt-quatre, comme nous l'avons déjà dit précédemment. Des créations si compliquées, demandaient évidemment pour être exécutées des chœurs très exercés et des chanteurs accomplis et nous savons déjà qu'il était possible alors d'en trouver. Le voyageur allemand bien connu Herbinus, ayant entendu un service religieux à l'église de la Confrérie de Kiev, écrit les pages suivantes (traduction du latin) : « Notre Seigneur est beaucoup mieux honoré chez les Gréco-Ruthènes (ou ukrainiens) que chez les Romains (ou catholiques). Les psaumes et certains hymnes des Saints-Pères sont chantés par le bas peuple dans une vieille langue, sur des motifs artistiques, dans lesquels on entend d'une façon précise, des soprani, des alti, des ténors et des basses unis pour créer la plus originale et la plus agréable des harmonies. Le bas peuple, chez les Gréco-Ruthènes, comprend tout ce que chantent les ecclésiastiques et toutes les prières qu'ils récitent en slavon. Ayant uni ainsi leurs voix à celles des prêtres, ils chantaient si harmonieusement et avec tant de piété que je tombai en extase en les écoutant. Il me semblait être à Jérusa-

lem au milieu de la société chrétienne primitive ; il me semblait voir les visages des premiers chrétiens, sentir passer en moi leur esprit ». (Herbinius. « Religiosa Kiovensis kryptae sive Kiova Subterranea ». Iena 1675).

Le chant choral atteignit son apogée à l'école de la Confrérie de Kiev (qui devint plus tard l'Académie religieuse). Cette école a été le foyer de culture et de science d'où est venue toute la lumière, non seulement en Ukraine, mais encore en Moscovie, après que Moscou eut annexé l'Ukraine en 1654. Les premiers savants, les premiers artistes en Moscovie furent des Ukrainiens, formés par l'Académie de Kiev. Ils apportèrent en Moscovie, en même temps que la science, la musique et le chant choral. Depuis Liletsky, Torno-pilsky, Zagvoïsky, Paltchevsky, Mesynetz et jusqu'à Bortniansky, mort en 1825, les compositeurs et les exécutants furent pour la plupart des Ukrainiens, jusqu'au milieu du XIX^e siècle. La culture chorale moscovite basée sur des exemples ukrainiens, se développe à la kievienne et se nourrit de forces ukrainiennes. Il suffit de dire que la chapelle du tsar se composait, presque exclusivement, jusqu'aux derniers temps, de chanteurs ukrainiens. Il y avait même alors des écoles spéciales à Hloukhiv et à Kharkiv en Ukraine pour la préparation des chanteurs de cette chapelle. Le premier directeur de cette chapelle, Marko Poltoratzky (1729-1795), était Ukrainien ; un autre directeur ukrainien de cette chapelle, Dmytro Bortniansky, révisa et systématisa tout le chant religieux de l'Eglise orientale. D'éminents compositeurs comme Berezovsky, Toutchany-niv, Asiïv et autres Ukrainiens travaillèrent dans cette chapelle et rehaussèrent sa renommée de façon éclatante. La composition chorale se perfec-

tionna surtout lorsque les musiciens ukrainiens commencèrent à se rendre en Italie pour acquérir une culture musicale nouvelle et se pénétrer de l'esprit européen. Nos compositeurs ukrainiens : V. Berezovsky (1745-1777), D. Bortniansky (1751-1825), A. Vedel (1767-1806) et Tourtchany-niv (1719-1856) ont inséré des pages merveilleuses, non seulement dans notre histoire musicale, mais encore dans celle de la musique de toute l'Europe. Les opéras de Bortniansky et de Berezovsky ont été exécutés sur toutes les scènes d'Italie ; on peut voir encore aujourd'hui le nom de ce dernier gravé en lettres d'or sur une plaque de marbre à l'Académie de musique de Bologne. Vedel, a surpassé dans ses œuvres son maître, l'Italien Sarti.

Ce grand mouvement diminue peu à peu et suit le mouvement de décadence de la vie nationale de l'Ukraine sous le joug moscovite, car Moscou a toujours accaparé les meilleures forces de l'Ukraine. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle que la musique ukrainienne se réveille sous l'influence de musiciens de grand talent, tels que Markovitch, Houlak-Artemovsky, Zarembo, Nit-chinsky, Kotzipinsky, M. Lyssenko, Stetzenko, Senytza, Stepovy, Léontovitch, Kozitzky, Vérykivsky, Haïdaï, Demoutzky, Yacinevitch, de Revoutzky et d'autres trop nombreux pour les citer ici. Kochitz, lui aussi, peut revendiquer une place honorable dans ce grand effort.

L'Ukraine occidentale rattachée à l'Autriche nous donne également des musiciens de talent, parmi lesquels nous citerons Matiouk, Verbitzky, Vorobkevitch, Kyprian, Hyzankivsky, Sitchinsky, Barvinsky, Lioudkevitch, Yaroslavenko, etc.

Après l'explosion de la grande guerre et la création de l'Etat ukrainien, le

gouvernement national prit tout de suite l'art musical sous son patronage et grâce à l'initiative de l'ataman en chef, Simon Petlura, une chapelle d'Etat ukrainienne fut créée et placée sous notre propre direction. Elle se transforma plus tard en Chœur National Ukrainien et fut envoyée en tournée à l'étranger pour prouver à tout l'uni-

vers la renaissance de l'Etat ukrainien. De 1922 à 1924 ce chœur traversa l'Europe et l'Amérique du Nord ; il réussit ainsi à démontrer que l'art choral ukrainien est un précieux trésor qui peut émerveiller non seulement nos compatriotes, mais encore tous les peuples civilisés.

Prof. A. KOCHITZ.

La situation des ouvriers en URSS.

Avant que de parler de la condition actuelle de l'ouvrier en Union soviétique il nous a paru intéressant de donner un aperçu de la situation économique dans ce pays.

Afin de pouvoir juger de la situation économique d'un pays il convient de prendre en considération ses possibilités financières, sa monnaie. Annuellement, les gouvernements préparent leurs budgets, fixent les recettes et les dépenses, font les totaux et jugent ensuite des excédents ou des déficits.

Rien de semblable en Union soviétique : sa monnaie tout d'abord n'est cotée nulle part en bourse, et c'est pourquoi il est absolument impossible de déterminer la valeur-or du rouble soviétique. Quelles sont les réserves en or de l'Union soviétique ? Nul ne saurait le dire : c'est là le secret du gouvernement soviétique.

Bien que dans les *Izvestia* du mois de décembre dernier on ait pu lire qu'on se trouvait en présence d'une augmentation du précieux métal de 26 % par rapport à l'année précédente, ce dont les commissaires ont jugé opportun de féliciter M. Staline en soulignant que dans le domaine de l'exploitation aurifère le plan quinquennal avait été réalisé en quatre ans,

il n'en est pas moins certain que les affirmations des *Izvestia* ne peuvent être contrôlées. Il est fort vraisemblable que ce « succès » a été bruyamment annoncé afin de montrer au monde que l'état florissant de l'économie nationale soviétique est un fait.

Un fait est certain : c'est que le 24 octobre 1936, le cours du rouble soviétique a été fixé par le pouvoir soviétique pour les touristes étrangers à 4 fr. 25 (francs français), alors que d'après certains économistes compétents, le pouvoir d'achat du rouble équivaut à 95 centimes (pas même un franc français).

Le budget officiel de l'Union soviétique en 1936 était supérieur à 78 milliards de roubles ; en 1937 il s'élèvera certainement à 100 milliards. Une partie de cette augmentation de budget sera destinée aux dépenses qu'entraîne la défense de l'Union soviétique ; de 14 milliards ce chiffre passera à 23 milliards, ce qui en francs s'exprime par la somme de 98 milliards.

Et maintenant l'on peut se demander de quelle manière sera couverte cette somme fabuleuse ?

Par les impôts l'on ne peut couvrir qu'une faible partie de ce budget. Ce n'est pas dans la masse ouvrière et paysanne

qu'il faut chercher des ressources, leur situation étant des plus misérables. Reste l'industrie qui, à elle seule, couvre presque entièrement les dépenses de l'Etat soviétique.

Il existe avant tout, une industrie qui travaille uniquement pour les besoins de la défense ; vient ensuite l'industrie lourde. Cette branche de l'industrie, ainsi que l'affirment les commissaires, a rempli la tâche qui lui avait été assignée, « grâce au stakhanovisme », avant la date fixée. D'après la statistique soviétique, la production de l'industrie lourde a augmenté dans les proportions de 34 %, et dans le même temps, les dépenses de production ont baissé de 5 % par rapport à celles de l'année précédente, alors que cette diminution avait été prévue, voire même exigée, dans les proportions de 8 %.

Parmi les branches de l'industrie soviétique n'ayant pu exécuter les normes fixées et dont les résultats n'ont pas été satisfaisants, il faut citer : les fabriques de sucre, de conserves, la production du beurre, de la viande, de la margarine, etc.

Si nous examinons à présent la situation de la classe ouvrière, nous voyons que le salaire moyen d'un ouvrier varie entre 180 et 200 roubles par mois. Ce chiffre est insignifiant si on le compare au prix des marchandises et produites dont il a besoin ; son salaire mensuel ne suffit pas pour acheter une paire de souliers ou un pantalon.

La situation tragique des ouvriers en Union soviétique nous est décrite par les socialistes étrangers, partisans des Soviétiques qui ont visité l'U.R.S.S. et qui ont pu se rendre compte de leurs propres yeux de ladite situation. Et ces voyageurs portent des noms connus : ce sont des écrivains, des publicistes tels que André Gide, Louis Ferdinand Celine, Dorgelès ; c'est encore le secrétaire général des « Trade Unions », sir Walter Citrine, l'ouvrier cent pour cent Kleber Legay... Tels sont

les hommes qui décrivent la misère des ouvriers russes.

Le plus terrifiant tableau de la situation nous est donné par le communiste militant M. Ivon Andrew Schmidt. Ce dernier, ainsi que l'avait fait son collègue de France, M. Legay, avait quitté l'Amérique, son pays, pour aller s'établir dans le « paradis soviétique » afin d'y goûter le bonheur des ouvriers soviétiques.

Tous sont d'accord sur un point que résume si bien Kléber Legay :

« Je me permets de formuler un modestes vœu, le suivant : que jamais notre classe ouvrière ne connaisse un niveau aussi bas que le leur actuel ».

Le président de la Fédération des syndicats ouvriers internationaux se basant sur une solide documentation, nous montre les indices du coût de la vie de l'ouvrier soviétique. D'après ces calculs il ressort que le salaire moyen de l'ouvrier en Union soviétique est de 189 roubles, c'est-à-dire, de 179 francs en prenant en considération le pouvoir d'achat du rouble qui est au-dessous de 95 centimes. En France, les chômeurs reçoivent presque le double : 350 francs par mois.

Sir Walter Citrine s'est donné la peine de faire un rapprochement entre les prix de marchandises analogues à Paris et à Moscou. En voici quelques uns :

Manteau de 225 à 350	de 139 à 295
Pyjama.. de 185	17
Robe.... de 180 à 550	de 18 à 295
Lit en fer de 265 à 375	de 85 à 115
Vélocipède de 250 à 300	310

Il va de soi que M. Citrine fait un rapprochement de prix entre marchandises de même qualité ; l'on peut ainsi se rendre compte que les prix sont plus élevés à Moscou qu'à Paris, et si l'on prend en considération le salaire insignifiant que reçoit l'ouvrier russe, on aura un aperçu de sa pénible situation. Alors qu'une se-

maine de travail suffit amplement à un ouvrier français pour se payer un manteau, il faut plus d'un mois de salaire à l'ouvrier russe pour avoir ce même manteau. Sachant maintenant à combien s'élève le salaire d'un ouvrier soviétique, nous donnerons ici les prix de certains produits de première nécessité. Voyons ce que coûte, en roubles, le kilogramme de quelques produits :

Pain : 1.70 ;
Viande pour la soupe : 6. ;
Beurre : 16. ;
Margarine : 10. — 11. ;
Semoule : 4,5. ;
Riz : 6. ;
Sucre : 4.70.

Ainsi, pour l'achat d'un kilo de ces produits, il va falloir déboursier 50 roubles.

L'on nous dira que l'ouvrier soviétique jouit de certains privilèges, tels que soins médicaux gratuits, congés payés, sanatoriums, habitations à bon marché, etc.

Mais voyons d'abord en quoi consistent ces privilèges et sous quelle forme ils se réalisent.

Adressons-nous donc, pour plus de sûreté au communiste Yvon qui a longtemps vécu en Union soviétique dans le but spécial d'étudier la situation de la classe ouvrière.

1. *Assistance en cas de maladie.* — L'ouvrier, tombé malade est examiné par le médecin de l'atelier où travaille cet ouvrier, à défaut, par le médecin du quartier où il habite. En aucun cas, il ne peut faire appel à un médecin de son choix. S'il est reconnu malade et qu'il ait déjà un stage de deux ans à l'atelier, il touche salaire en entier. S'il n'a pas fait un stage d'un an à l'usine, il ne reçoit que les 2/3, voire même la moitié de son salaire. Dans aucun cas, les jours de fête ne lui seront comptés.

2. *Congés annuels.* — Chaque ouvrier

a droit à 12 jours de congé payés, mais le salaire de l'ouvrier est si bas que beaucoup d'entre eux préfèrent rester à l'usine et renoncer au congé afin de recevoir leur salaire en entier.

3. *Retraites.* — Les retraites ouvrières s'échelonnent entre 25 et 85 roubles par mois. M. Yvon cite l'exemple d'une fabrique de Moscou où les ouvriers retraités reçoivent 35 roubles par mois après 50 années de travail dans cette fabrique, c'est-à-dire qu'ils touchent « le prix de deux kilos de beurre ».

4. *Jardins publics et stades.* — Leur construction et leur entretien sont faits grâce à un impôt spécial ; l'entrée est payante, aussi l'on se demande pourquoi jardins publics et stades figurent dans la rubrique « sursalaire ».

5. *Instruction publique.* — L'enseignement gratuit est relatif, attendu que les parents sont tenus de payer les manuels, gratuits sous l'ancien régime.

6. *Plages, Villes d'eaux, Sanatoria, Maisons de repos.* — Une somme de 500 millions de roubles est assigné annuellement aux « lieux de repos », mais M. Yvon fait remarquer que les plus confortables sont réservés aux fonctionnaires de qualité du régime. Pour les autres, pour le menu fretin, les casernes suffisent. Encore sont-ils tenus à y faire de la gymnastique, des marches et de l'instruction politique. Il arrive aussi que les jours de repos ne sont pas payés ou à moitié payés. Pour certains, ils sont payés en entier. Il faut bien se rendre compte encore que tout l'ensemble des travailleurs n'est pas appelé à profiter de ces avantages problématiques. Et M. Yvon ajoute qu'à Moscou, 2.000 personnes ont joui plus ou moins gratuitement des plages et villes d'eaux, 7.000 ont profité des sanatoria et 50.000 du repos de banlieue, ce qui forme un total d'à peine 60.000 « privilégiés » sur trois millions d'ouvriers.

En somme, dit M. Yvon, ce « sursa-

laire qu'on glorifie tant en Occident, est un bluff énorme ».

L'on pourrait penser qu'il n'est pas question de 30 %, mais de 6 ou 7 % des salaires, que cela n'augmente pas d'une année à l'autre, qu'au contraire cela diminue. A partir de 1929, le pourcentage des secours en cas de maladie et d'accident a été révisé ; il atteint durement les pensions déjà si infimes, tandis que les impôts directs ont été augmentés de 10 %.

« Les assurances sociales, déclare encore M. Yvon, ne sont que quelques faveurs que l'Etat, patron tout-puissant, accorde ou n'accorde pas. C'est son aumône au paria qu'il exploite... ».

« Le Russe, ajoute-t-il, est d'ailleurs, un des travailleurs du monde qui demande le moins en échange de son travail. Mais tout de même, ce qu'on lui donne aujourd'hui est infiniment au-dessous de ses maigres exigences et de ce qu'il recevait auparavant ».

D'autre part, l'ouvrier soviétique, habite-t-il des logements remplissant les conditions hygiéniques susceptibles d'adoucir sa situation peu enviable ? Car enfin, les salaires qu'il reçoit, disons plutôt les subsides, lui donnent tout au plus la possibilité de vivre cinq ou six jours.

Il va de soi qu'en Union soviétique il y a des gens qui vivent fort convenablement, au point que les bons bourgeois des pays capitalistes pourraient les envier. Malheureusement, cette vie n'est accessible qu'à une catégorie de gens « de qualité » de la bureaucratie soviétique.

Quant à la classe ouvrière, base et soutien du pouvoir soviétique, affirme cet étranger, elle a grand-peine à se caser, soit dans un immeuble, soit dans une baraque, genre baraque Adrian (25 à 40 lits dans une pièce unique), soit dans de petites maisons d'été en bois, fort chères et glaciales en hiver. L'ouvrier qui désire un logement doit présenter son « passeport intérieur » au « Comité de maison »

qui l'inscrira sur la liste des « aspirants locataires ». Il faudra attendre des mois, parfois des années dans une baraque ou dans la chambre surpeuplée d'une famille amie avant d'obtenir un logement. Et quel logement. On compte en principe, dans chaque maison autant de familles, qu'il y a de pièces. Chacun a droit, en outre, à la cuisine commune qui consiste souvent en un réchaud à pétrole, installé dans le couloir.

En général, une famille dispose de 10 à 20 mètres carrés pour 3, 4, 5 personnes. Parfois, plusieurs familles habitent la même pièce.

Le mobilier est misérable. Une partie de la famille dort sur des vêtements, étendus à terre. La vaisselle, les habits sont entassés dans des malles.

Pour ce qui est du prix de location d'un logement, il est bien difficile de le dire, en raison de la complexité des prix. M. Yvon écrit qu'une surface de 15 mètres carrés se paye de 12 à 15 roubles par mois si le salaire mensuel ne dépasse pas 150 roubles. Par contre, ceux qui touchent 1.000 roubles payent 40 roubles.

« Ainsi — remarque l'auteur — une même pièce coûte 10 % de son salaire à l'ouvrier moyen et 4 % à celui qui jouit d'un salaire élevé. L'inégalité des salaires, contraire au principe même de la révolution bolcheviste, est encore aggravée par une répartition inégale des charges ».

Pour cacher cette insupportable situation des ouvriers aux étrangers, le gouvernement soviétique a recours à la construction de maisons d'habitation, genre « maisons Potemkine », munies d'un certain confort. Mais sir Walter Citrine, secrétaire général des Trade-Unions ne fut pas aussi naïf que pouvaient le supposer les bolcheviks, et il remarqua ce qu'il voulait voir. Voici du reste, sa conclusion :

« Une autorité sanitaire anglaise n'au-

rait jamais toléré l'existence de tels « clapiers à lapins ». Nous avons des taudis en Angleterre qui me font rougir de honte lorsque j'y pense, mais je n'en ai jamais vu de comparable à ceux-là ».

Effroyable verdict, s'il en fut, pour la politique soviétique dans la question ouvrière. Ce même sir Walter Citrine traversant la Lettonie, province de l'ancienne Russie, vit un tableau tout différent :

« Du côté letton, dit-il, les champs sont bien cultivés, les maisons ont bon aspect. Du côté russe, les champs sont pauvres, les maisons sans crépi et négligemment tenues ».

L'énumération de faits, le témoignage de ces faits par des partisans de l'Union soviétique, tels que M. André Gide, Louis-Ferdinand Celine, Kléber Legay, Yvon, etc, sympathisants du bolchevisme, produisent une impression des plus pénibles.

L'on se demande à présent si dans de semblables conditions les ouvriers peuvent travailler et produire ? La production en Union soviétique est très peu développée ; du fait de l'apathie des ouvriers, de leur faiblesse physique, la productibilité de l'industrie soviétique se trouve à un degré comparativement bien plus bas que celui dont on se fait une idée à l'étranger. Cette situation a été jusqu'à un certain point décrite par les étrangers ; les bolcheviks eux-mêmes ne l'ont point contesté. En dépit de leur amour-propre et de l'impression désavantageuse produite à l'étranger, les dirigeants soviétiques ont été obligés de reconnaître ce fait. Il faut donc produire, beaucoup, beaucoup si l'on veut vêtir, chausser, nourrir 175 millions d'hommes sur lesquels s'étend leur pouvoir.

« Et l'Etat a beau être fort, il a beau être redouté, il arrive un moment où l'on préfère la mort à la servitude, et où, quoi qu'il puisse arriver, on décide de secouer le joug ».

Une telle situation et passibilité ne sont pas sans être connues des dirigeants de l'Union soviétique, et c'est pourquoi ils ont cherché bien plus un appui sur l'armée et la police politique que sur le prolétariat. C'est pourquoi ils ont renoncé à la pure doctrine communiste et que, pour nous servir d'une expression d'André Gide ils sont allés à des « transigeances ».

Pour prévenir la catastrophe, Staline a imaginé certain « novisme » : celui d'intéresser les ouvriers dans la production. Plus la productibilité de l'ouvrier est grande, plus il gagne. Staline a ainsi divisé les ouvriers en capables et incapables, en appliqués et en paresseux. Il a commencé ensuite d'appliquer dans diverses usines, des formes différentes de « rétributions pour le travail », ce qui s'est trouvé en contradiction avec les lois du socialisme. En outre, les bolcheviks ont introduit un système de prime dans la production, ainsi qu'une rémunération aux pièces ; tout cela, en vue d'obtenir une amélioration de la productibilité au point de vue de la quantité et de la qualité.

Ce recul des bases du communisme est-il provisoire ou est-ce une évolution lente vers le capitalisme ?

Un avenir prochain nous le dira. Quoi qu'il advienne il est un fait certain : c'est que les ouvriers en Union soviétique vivent pour le moment dans une misère noire. Telle est la seule conclusion qui puisse être faite.

M. Y.

Revue de la presse

« Brdzoliss Khma » (Echo de la lutte), journal géorgien, édité à Paris, consacre à la mémoire de Sergo Ordjonikidze les lignes suivantes :

« Qui n'a pas entendu chez nous ce nom, nom sanglant et horrible ? C'est lui qui amena les hordes russes en Géorgie, lui qui tira l'épée contre sa mère, sa patrie, qui la blessa mortellement et qui organisa la danse du scalp dans la mare de son sang. C'est lui qui détruisa notre pays, qui massacra pendant plusieurs années ses meilleurs fils, qui extermina beaucoup de nos meilleurs camarades. Rares sont les familles qu'il n'a pas plongé dans les pleurs !

Ordjonikidze mit le joug d'esclavage sur le pays géorgien, il le dépouilla de tous les droits conquis au prix de tant de sacrifices, il bouleversa toute son économie, confisqua toutes ses richesses, et porta toute la nation géorgienne pieds et poings liés en holocauste au moloch moscovite. En revanche, il reçut un haut poste, d'insignes honneurs, des rubans et des décorations.

Ce Judas repose aujourd'hui dans une tombe, mais le jour viendra, et il n'est pas loin, où il n'aura même plus cette tombe. Son nom passera dans les générations futures comme synonyme de malédiction générale ! »

LE SEVERE TEMOIGNAGE D'UN COMMUNISTE AMERICAIN

M. Andrew Smith est un ardent communiste américain qui a passé trois ans en Russie soviétique.

Sa foi et son dévouement pour le com-

munisme donnent plus de poids au récit de sa déception qui fut cruelle et définitive. Ayant vécu la vie des ouvriers en U.R.S.S., à l'usine Elektrozavod, près de Moscou, ayant partagé leurs souffrances et s'étant épuisé avec une générosité inlassable en efforts stériles pour améliorer leur sort, il peut clamer à la face du monde son indignation et son dégoût.

Son témoignage est le plus profond et le plus direct que nous ayons sur la Russie. Il démontre à quel point le paradis communiste est en fait le bagne ou l'enfer le plus odieux et le plus cruel.

La « Revue Universelle » depuis son numéro du 15 janvier publie le texte d'Andrew Smith, traduit de l'anglais par Emmanuel Renon.

Il faut lire ce récit émouvant où la sincérité de l'homme droit qui a été dupé par le bluff et le mensonge organisé des Soviétiques, éclate partout. Nous ne pouvons en donner que quelques extraits :

I. — LA SALLE COMMUNE DES FAMILLES OUVRIERES

Je me fis de nombreuses relations parmi les ouvriers dont Kouznetzov, mécanicien âgé d'environ 35 ans, de nationalité russe. Sa femme travaillait dans une autre usine. Il m'invita à aller les voir au camp de Gherkisovo...

Kouznetzov demeurait avec 550 autres ouvriers, hommes et femmes, dans un bâtiment d'environ 300 pieds de long sur 15 de large. **La salle commune contenait à peu près 500 lits étroits**, munis de matelas de paille ou de feuilles sèches. Ni oreillers, ni couvertures : les manteaux et autres vêtements en tenaient lieu. Plusieurs des récidivistes n'avaient même pas de lits et couchaient sur le plancher ou dans

des caisses de bois. Les lits servaient parfois à une équipe pendant le jour et à une autre pendant la nuit. Aucune séparation ou cloison n'abritait la vie privée. Pas d'armoires ni de cases : les gens ne possédaient en tout et pour tout que les vêtements qu'ils portaient sur le dos.

Dans l'allée centrale, large de trois 13,50 pour les cotisations du parti, 9 à pétrole sur lesquels hommes et femmes chauffaient de l'eau qu'ils buvaient ensuite sans sucre ni lait, tout en mangeant un morceau de pain noir aigre. Ils s'asseyaient sur leurs lits en prenant ce repas qui constituait leur dîner, leurs genoux touchaient ceux de leurs voisins de lit. Quant aux tables il n'en existait pas...

Suit la description de l'habillement misérable de la femme de Kouznetzov et de sa réception. A. Smith conclut :

« Je ne pus rester plus longtemps dans cette baraque. L'odeur de pétrole et celle de ces corps humains d'une saleté repoussante me prenaient à la gorge. Les lavabos ne consistaient qu'en une seule pompe située à l'extérieur du bâtiment et les W.-C. se trouvaient dans une cabane en ruines, non chauffée bien entendu et dépourvue de sièges. Je ressentis une impression horrible en voyant les punaises et la vermine courir de tous côtés. L'atmosphère était saturé de tristesse et de la plus profonde misère. On n'entendait ni rires, ni chants... **Onze mille ouvriers d'Elektrozavod vivaient, m'assura-t-on, dans des camps pareils.**

Andrew Smith note en face de cette sordide misère, la **somptuosité de l'appartement et de la réception d'un employé du Guépéou**. Le diptyque est saisissant.

II. — L'INSUFFISANCE DES SALAIRES QUI NE PERMETTENT PAS DE VIVRE

« **Ma condition, déclare A. Smith, est mille fois supérieure à celle de l'ouvrier moyen russe (parce qu'il était étranger) qui ne reçoit que 75 à 100 roubles par mois et cependant je ne peux joindre les deux bouts...**

Le comité voulut savoir si j'étais satisfait de mon salaire. Je répondis par la négative. J'expliquai que je recevais 450 roubles par mois. C'était en effet **350 roubles de plus que la paie d'un ouvrier russe**. Mais de cet argent j'avais à défalquer 50 roubles pour l'emprunt d'Etat, 45 pour la location de ma chambre, 17 pour l'incometax, 15 pour l'impôt d'instruction publique, 13,50 pour les cotisations du parti, 9 pour les syndicats, 8 pour le gaz, 7 pour l'électricité, 10 pour le soutien de la propagande communiste à l'étranger, 10 pour les fonds de la presse, 10 pour mes places en tramway, 5 pour l'assistance, la défense, les routes... et enfin 5 pour les clubs d'ouvriers étrangers. Toutes ces amputations faites, il ne me restait plus pour vivre que 245 roubles, soit l'équivalent de 5 dollars en monnaie américaine.

Pour appuyer mes dires, je leur mis sous les yeux le tableau suivant comprenant mes dépenses comparées avec les prix du Torgsin (magasin affecté aux spécialistes étrangers) qui n'acceptait que le paiement en dollars ou leur équivalent en roubles or.

Prix en roubles (entre parenthèses, prix en roubles or) :

3 kg. 1/2 de beurre, 27,12 (1,40); 7 kg. de porc, 35,70 (1,75); 2 kg. de salami, 28, » (1,50); 4 kg. de poisson fumé, 96, » (4,20); 45 kg. de pain, 92,70 (4,50). Total pour cinq articles seulement, 279,70 (10,35).

A l'époque, le change était de 1,97 roubles or pour le dollar ou 9,85 roubles or pour 5 dollars.

Je leur fis remarquer que ce tableau ne comportait ni le sucre, ni le sel, ni le café, légumes et divers autres ingrédients. Ils me demandèrent comment alors j'arrivais à couvrir les dépenses. Je leur exposai que j'avais vendu mon pardessus d'hiver pour 450 roubles, mes vieux souliers pour 300 et deux complets pour 700. C'est ainsi que j'avais pu acheter ce qui m'étais indispensable. J'avais en plus touché une prime de 500 roubles. Je me demande, ajoutai-je, ce qui m'arrivera quand il ne me restera plus rien à vendre. »

III. — LES CONDITIONS DEMORALISANTES DU TRAVAIL : ESCLAVAGE ET FAVORITISME

« Je fis des reproches aux ouvriers sur la négligence avec laquelle ils traitaient un outil aussi dispendieux (un tour Kerger de fabrication allemande).

« Je n'ai pas le temps de surveiller la machine, me dit l'un d'eux... on me donne 30 kopecks par pièce. De plus je n'ai pas l'outillage nécessaire, ce qui fait durer le travail plus longtemps. Au lieu de tiges d'acier de 25 millimètres d'épaisseur on m'en envoie de 40 à 50 millimètres. Et tout est à l'avenant ! J'ai une femme et deux enfants. Je dois travailler sans lever les yeux pour gagner quelques roubles. Le Natchalnik (chef de service). se moque pas mal de la machine. Il ne pense qu'à remplir son programme et à obtenir la prime. Quoi que je fasse je ne peux pas gagner plus de trois roubles et demi par jour.

« Je lui demandai si lui aussi touchait une prime. Jamais me répondit-il et de plus si le quota fixé d'avance n'est pas atteint, on affiche nos noms

sur le tableau noir des incapables et des paresseux.

« Je me souviens alors de ce tableau suspendu dans le corridor où s'étaient d'énormes pancartes qui ridiculisaient les ouvriers de certaines équipes en les représentant sous la forme de grenouilles et d'éléphants pour stigmatiser leur lenteur et leur incapacité. A côté se trouvait un autre grand tableau rouge où figuraient les bons, les loyaux ouvriers sous la forme de courriers lancés au galop ou d'avions en plein vol. Le travailleur inscrit sur le tableau noir n'avait que peu, bien peu de chances de jamais passer dans la catégorie des oudarniks (bons ouvriers) et recevoir les privilèges spéciaux qui étaient attachés à ce titre.

Pour être considéré comme oudarnik, il fallait n'avoir jamais eu plus de trois minutes de retard en un mois, avoir rempli en vitesse le programme fixé d'avance, avoir assisté à toutes les réunions, souscrit à toutes les loteries, cotisations et emprunts d'Etat, appartenir aux organisations prescrites, voter sans discuter toutes les décisions imposées par le Parti, faire un jour supplémentaire gratuit par mois en un mot être **un esclave loyal, soumis et infatigable** ne donnant lieu à aucune plainte du chef d'atelier...

Les oudarniks étaient pour la plupart les **plus vils flatteurs de l'autorité**. L'usine était pleine de ces privilégiés qui se promenaient partout sans but, et ne faisaient œuvre de leurs dix doigts.

J'ai souvent remarqué que les mécaniciens consciencieux, au courant de leur affaire, se soumettaient rarement à de pareilles humiliations. C'étaient les incompetents qui cherchaient ainsi à gagner la faveur de la direction. Les oudarniks pouvaient prétendre à un avancement rapide et leur salaire

n'était pas diminué en cas de maladie. Un oudarnik avait droit à des privilèges pour le logement. Il jouissait d'un tour de faveur pour les places au sanatorium, pour les vêtements, les souliers, le sucre et autres articles... Les deux méthodes de traiter l'ouvrier d'un côté avec un favoritisme révolutionnaire, de l'autre comme un esclave me paraissaient plus déprimantes et démoralisantes que tout ce que j'avais vu jusqu'alors aux Etats-Unis. »

IV. — LE DESORDRE, L'INCURIE ET L'INCOMPETENCE DANS L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Andrew Smith résume toutes ses observations à ce sujet dans un rapport qu'il osa faire à un meeting d'ouvriers :

« Camarades, dis-je, je désire donner mon opinion sur les causes du gaspillage effrayant qui règne dans l'usine et sur la façon d'y remédier. Les ouvriers ne sabotent pas seulement les produits ouverts, mais les machines elles-mêmes ; on accorde aux hommes si peu de temps pour l'exécution de l'ouvrage, qu'il leur est impossible de travailler à une pareille allure sans abîmer soit les produits, soit les outils. C'est la remarque que j'ai été à même de faire en causant avec les ouvriers dans les différents services. Ils se plaignent des quotas qui leur sont imposés par le règlement et de plus ils se trouvent insuffisamment nourris. Si vous ne les payez pas davantage, si vous ne les nourrissez pas mieux, vous n'arriverez jamais à supprimer le gaspillage. »

Les directeurs et chefs de l'usine ne s'occupent pas des malfaçons, cela ne les intéresse pas. Ce qu'ils cherchent tout simplement, c'est remplir le programme de production et toucher les primes qui ne sont allouées, je le fais

remarquer en passant, qu'aux dirigeants et aux employés les plus élevés. Ils ne comprennent pas où ils ne veulent pas comprendre que tandis qu'ils remplissent les conditions de production imposées, de graves difficultés surgiront plus tard quand on se trouvera en face de machines hors d'usage par suite de négligences ou de conduite défectueuse.

Selon moi, cette façon de faire est à changer et nous devons mener notre travail de façon à obtenir un maximum de résultats, tout en gardant notre matériel en parfait état de marche...

« Quand j'eus terminé, le secrétaire se leva pour répondre :

— « Le camarade Smith, dit-il, est un bon communiste et un homme loyal et actif, mais il ne comprend rien aux conditions du travail tel qu'on le pratique ici. Il est nouveau dans l'Union soviétique. Quand il aura fait parmi nous un séjour plus prolongé, il se rendra compte que la politique suivie par le Parti est la bonne. »

« L'assistance a approuvé ensuite les conclusions de secrétaire. »

LES AVEUX SPONTANES

Le journal « Novoïè Slovo » du 21 février 1937, paraissant à Berlin, écrit à ce sujet un article dont il sera donné ici un aperçu :

Le journal insiste tout d'abord sur la « préparation » dans la coulisse des inculpés. Tous ceux qui ont assisté aux séances tragiques du procès, écrit le « Novoïè Slovo », ont été particulièrement frappés par les « aveux spontanés » et par le repentir des inculpés. D'une voix monotone, par des mouvements automatiques, les yeux

éteints, ces hommes s'accusaient de crimes abominables, de toutes sortes de méfaits. Au dernier procès, des gens ayant connu Sokolnikov, disaient voir un autre homme, en sa personne, au tribunal. D'habitude, Sokolnikov parlait avec un accent prononcé, gesticulait et clignait fortement des yeux. Au tribunal, rien de semblable ; l'accent de jadis avait disparu et Sokolnikov se tenait immobile.

Un étranger revenu récemment de Russie raconte qu'en 1930, un psychiatre connu, fit une conférence ayant pour sujet la possibilité de guérir l'ivrognerie, la cleptomanie, le mensonge à l'aide de l'hypnose. Il suffisait de suggestionner le sujet en lui insufflant des conceptions déterminées et l'on obtenait des résultats pour un certain temps. Le Guépéou s'empara de cette idée. En 1934, certaines publications en U.R.S.S. annoncèrent que le Guépéou avait pris à son service 4 psychiatres. En même temps, une ordonnance publiée par le gouvernement faisait savoir à tous ceux qui exprimaient le désir d'entrer au service du Guépéou qu'ils auraient à suivre, deux semestres durant, des cours de médecine et de psychiatrie chez des professeurs nommément indiqués.

Il s'ensuit que le Guépéou commença à se servir de l'hypnose sur une vaste échelle. On prépara longuement les inculpés avant l'ouverture du procès ; on leur suggéra les idées désirables, les conceptions adéquates, et cela tantôt sous la forme individuelle, tantôt collective. Au cours des séances dites « collectives », les accusés, nerveux et affaiblis, déprimés par une longue détention et par d'incessants interrogatoires, sont introduits dans une grande salle où se trouvent un psychiatre-hypnotiseur, entouré de ses aides. On éteint la lumière, seul un jet

de lumière verte éclaire l'hypnotiseur ; ses aides, à tour de rôle répètent d'une voix monotone et sans répit les déclarations apprises par cœur qui doivent être suggérées à l'esprit des accusés. Ces derniers sont ensuite appelés à tour de rôle à la table de l'hypnotiseur qui les observe attentivement et leur suggère, à son tour les idées désirables.

Après cette préparation collective commence un nouveau travail de préparation individuelle ; on lui suggère tout ce qu'il doit dire et ce qu'il doit savoir sur l'une ou l'autre affaire ; et cela se poursuit, des semaines, des mois durant.

La nuit même, des gramophones ne cessent de répéter la même chose dans les cellules des accusés, troublant ainsi leur sommeil. L'on obtient ainsi une complète soumission de l'esprit de l'accusé ; sa volonté, sa propre opinion sont définitivement brisées.

La préparation des accusés s'explique par une longue détention préventive et l'on s'est souvent demandé, à quoi bon cette longue détention puisque les aveux ont été complets. A cela on répond que les accusés ont besoin d'être longuement préparés pour que au cours du procès, ils puissent parfaitement jouer le rôle qui leur est assigné.

Parmi les tchékistes-psychiatres, les plus connus, on cite certain J. Agranov, qu'un journal berlinois considère comme Bulgare. Iankel Agranov prend part au mouvement révolutionnaire en Russie en 1921.

Déjà, en 1915, il avait été arrêté sur la dénonciation de l'un de ses coreligionnaires, le provocateur Meyevitch. En 1918, il devint secrétaire du conseil des commissaires. De 1919 à nos jours, Agranov travaille d'abord dans les rangs de la Tcheka et, ensuite au Guépéou où il remplit de

nombreuses missions. Il est actuellement le premier adjoint au commissaire du peuple de l'Intérieur, M. I. Ye-jov. C'est sous sa direction que furent découvertes et liquidées toute une série d'organisations telles que le « Centre National » à Moscou, autrement dit « centre tactique », l'« Association populaire pour la défense du pays et de la liberté » de Savinkov. Il fut l'organisateur de l'exécution du professeur Tagantsev ; de la « révolte des Koulaks » des gouvernements de Tambov et de Voronège, qui amena l'arrestation d'Antonov et son exécution. En 1922, Agranov « liquida » l'organisation centrale de combat des socialistes-révolutionnaires ; en 1930, il « liquida » la « Prompartia » et ses organisations terroristes ; il « liquida » encore l'association dite « du parti paysan du travail ». C'est encore lui qui est l'organisateur de l'affaire Zinoviev, opération devenue classique pour les procès démonstratifs qui suivirent.

Les capacités d'hypnotiseur qui caractérisent Agranov lui ont donné la possibilité de les mettre en pratique depuis 1919. L'on raconte à ce sujet l'aventure arrivée à un riche marchand étranger qui, ayant caché

ses richesses, avait été de ce fait arrêté par les autorités soviétiques.

Après avoir vainement essayé d'obtenir de ce marchand étranger des aveux sur le lieu où il avait caché ses richesses, les autorités soviétiques le présentèrent à Agranov. Tout ce qui se passa depuis le moment de sa comparution devant Agranov a disparu complètement de la mémoire dudit marchand. Il se souvient seulement qu'il fut amené devant Agranov et que le lendemain, appelé pour un nouvel interrogatoire, il vit non sans surprise ses économies, argent, bijoux, etc., sur la table, à côté de laquelle se tenait sa femme qui lui reprochait d'avoir livré sa fortune.

Ce marchand étranger avait été victime de l'hypnotiseur Agranov qui était arrivé à briser sa résistance en le suggestionnant.

On affirme encore qu'à la prison Loubianska, l'on a recours à des injections d'un produit qui détruit en partie les fonctions du cerveau. Ce produit qui serait une variété de scopolamine, aurait été découvert par des chimistes soviétiques dans le but de faciliter le travail des régisseurs des procès démonstratifs à caractère théâtral. X.

CHRONIQUE

GÉORGIE

Le crime perpétré contre la Géorgie libre et indépendante pèse lourdement sur la conscience de Moscou où l'on s'efforce de présenter cette occupation du territoire géorgien par l'armée russe comme un bonheur pour le pays, qui serait, au dire des journaux soviétiques, en train de de-

venir un véritable « paradis ». Nous reproduisons ces informations sous toute réserve :

LE PALAIS DES BEAUX-ARTS DU PEUPLE GEORGIEN

L'ancien édifice du lugubre château de

Métékh (à Tbilissi) qui, pendant un siècle, a servi de prison, sera transformé en Palais des Beaux-Arts, où seront réunies les plus belles richesses artistiques du peuple géorgien.

Ce musée possède une collection fort curieuse d'objets en or ciselé, exécutés par des artisans géorgiens du X^e au XVI^e siècles ; une collection de peintures iraniennes, la plus riche que l'U.R.S.S. possède ; des oeuvres de miniatures de « l'âge d'or » de la Géorgie ; une quantité énorme d'anciens tissus et de broderies de grande valeur.

LES CONSTRUCTIONS A TBILISSI

La capitale de la Géorgie s'enrichit de nouveaux édifices.

On y construit, en particulier, une nouvelle salle de concerts pour le Conservatoire d'Etat. Le plan de cette construction s'inspire des éléments de l'architecture classique de la Géorgie. Cette salle de concerts sera située au centre de la ville.

Un grand immeuble est également construit pour les artistes des théâtres géorgiens. Il aura 6 logements aménagés d'après le dernier mot du confort.

Au cours de cette année, le Conservatoire d'Etat de Tbilissi et le Théâtre d'Etat de l'opéra et du ballet seront entièrement transformés et réaménagés.

L'OBSERVATOIRE DU MONT KONOBEL

On a terminé la construction de la première tranche de l'observatoire astronomique de la filiale géorgienne de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., au mont Konobel près d'Abbas-Touman (Géorgie).

Une somme de 12 millions de roubles a été affectée à cette construction.

Chaque appareil est établi dans une tour séparée.

La plus grande tour, à coupole tournan-

te, renferme l'instrument le plus précieux de l'observatoire, un réfracteur perfectionné d'un diamètre de 16 pouces.

Dans d'autres tours sont établis un astrographe à zones et un réflecteur de 13 pouces.

NOUVEAUX TROLLEYBUS

Les premières lignes de trolleybus fonctionnent à Tbilissi, capitale de la Géorgie.

L'AGRANDISSEMENT DE LA STATION THERMALE D'AKHTALA

Un demi-million de roubles sera dépensé en 1937 pour l'agrandissement d'Akhtala, la meilleure station géorgienne de traitement par les boues.

L'établissement des bains de boue chaude va être réaménagé.

De nouveaux pavillons seront bâtis pour les bains froids.

« L'EXPRESS BLEU » DES ENFANTS

Ce sont les jeunes cheminots de Tbilissi qui ont construit le premier chemin de fer d'enfants en U.R.S.S.

Ils construisent aujourd'hui des wagons à deux boggies.

Un nouveau train sera prêt pour le printemps : « l'express bleu », qui comprendra une locomotive à moteur et trois wagons découverts, à sièges rembourrés.

DANS LES KOLKHOZ D'ABKHAZIE

De vastes travaux de construction sont en cours dans les villages kolkhoziens d'Abkhazie.

Les kolkhoz ont construit des crèches, des maternités, des écoles, des hôpitaux, des fermes, des tours d'ensilage, des stations électriques et des clubs.

Le kolkhoz *Lénine* (région de Soukhoumi) a construit une tuilerie et une briqueterie (production annuelle de 12.000 tuiles et de 20.000 briques) et une scierie.

L'ASSECHEMENT DE LA COLCHIDE

C'est sur le littoral de la mer Noire, dans la zone subtropicale humide, qu'est située la plaine de la Colchide.

Nombre de légendes lugubres ont circulé sur ses marécages millénaires.

Le paludisme, conséquence des myriades de moustiques qui s'y trouvaient, faisait chaque année des ravages terribles ; des centaines de personnes mouraient de la terrible maladie.

Le voyageur imprudent était guetté par la fange gluante et l'homme disparaissait dans les marais comme dans un abîme.

Un climat doux et humide, la fécondité exceptionnelle du sol, le limon imbibé de substances azotées et phosphatiques apportées par les eaux du Rion, pendant les crues, créent, dans la Colchide, des conditions excellentes pour une vaste culture d'arbres fruitiers et de plantes tropicales.

Mais il faut, pour cela, creuser de nombreux canaux pour assécher les marécages essoucher les bois entrelacés de lianes, et exterminer les moustiques.

Une partie de ce travail a déjà été effectuée.

Un réseau de canaux d'assèchement a été construit sur une longueur de plus de 750 kilomètres sur une superficie de 18.000 hectares.

On cultive actuellement, sur les terres de la Colchide qui, autrefois, étaient considérées comme des terres incultes, la ramie, plante fibreuse ayant une grande importance dans l'industrie textile. On a fait de vastes plantations de tungo, qui fournit une huile siccative pour l'industrie. On cultive également des plantes oléagineuses, telles que l'arachide, la soja, le tulipier, de même que des plantes à parfums, etc...

Au cours de la seule année dernière, on a planté plus de 500.000 plants d'eucalyptus qui, en Colchide, se développent aussi bien que dans leur patrie : l'Australie. Les eucalyptus fournissent des bois de première qualité pour les travaux de mines. Ils ont encore un autre avantage pour la Colchide, celui de posséder la faculté de pomper du sol l'excédent d'humidité.

Un projet d'assèchement des terres autour de la ville de Poti, centre de la plaine de la Colchide, a été établi. Ce projet porte sur une superficie de 51.000 hectares, dont jusqu'ici 28.500 hectares seulement appartiennent aux kolkhoz et sovkhos. Le projet envisage le creusement de 1.200 kilomètres de canaux pour l'assèchement du sol, la construction de plus de 540 kilomètres de nouvelles routes, la pose de 270 kilomètres de fils électriques, de 110 kilomètres de conduites d'eau et de 194 kilomètres de lignes téléphoniques.

En 1940, lorsque tous ces travaux seront achevés, les marais de la Colchide seront devenus une région à la végétation subtropicale abondante.

AZERBAIDJAN

Les événements qui se déroulent à Moscou et les exécutions sanglantes de ce qu'on appelle les « trotskistes » ne pouvaient certainement pas passer inaperçus dans les républiques qui constituent l'U.R.S.S. En Azerbaïdjan, ainsi que l'affirme le

« Bakinski Rabotchi » du 17 octobre 1936. tous les collaborateurs de la presse communiste de la ville de Bakou ont été arrêtés et traduits en justice pour n'avoir pas « suffisamment éclairé l'idéologie, les doctrines, l'activité et l'histoire » du commu-

nisme. Le comité central du parti communiste accuse les personnes faisant partie de la rédaction de ces journaux d'être des agents du fascisme international ; il les accuse d'avoir, dans leurs articles, fait connaître aux lecteurs les organisations anticomunistes et leur activité, au lieu d'insister sur la question même du parti communiste et de sa « riche » histoire.

*
**

Le 11 janvier, au cours d'une réunion organisée à Bakou, le projet de « constitution stalinienne » a été discuté. Le journal « Kommounist » signale, à ce propos, que sur 295 délégués du soviet de Bakou, 59 ont été renvoyés dans leurs foyers, leurs mandats ayant été jugés irréguliers ; sur 842 délégués au Congrès des Soviets, 159 ont subi le même sort. Ces indésirables ont été remplacés par 218 « stakhanoviens » choisis parmi les meilleurs. Nous savons très bien ce que représentent ces « stakhanoviens », et n'ignorons pas qu'ils étaient nécessaires pour changer la composition des membres de cette réunion. Il fallait à tout prix éviter des difficultés, toujours possibles, peut-être même de la critique de la part de membres plus actifs et plus courageux.

*
**

Tout récemment, on a découvert à Tiflis, les archives du célèbre écrivain et dramaturge azerbaïdjanien, créateur du répertoire théâtral d'Azerbaïdjan, Mirza Fatali Akhound Zadé. Ces archives ont été transportées à Bakou et mises à la disposition de la section azerbaïdjaniennne, près l'Académie des Sciences de l'Union. Ces archives contiennent de très précieux manuscrits de Mirza Fatali ainsi que d'autres personnalités azerbaïdjaniennes, en correspondance avec lui. Le dépouillement

de ces archives présente un très grand intérêt pour l'Azerbaïdjan, car l'on peut connaître de l'étude des documents, bien des faits qui se sont produits au début du XIX^e siècle, au Caucase en général. Parmi les documents on a trouvé des poésies écrites par Mirza Fatali en 1837, sur la mort de Pouchkine, avec lequel il entretenait des rapports et une correspondance suivie. Ces poésies doivent être incessamment publiées. Un projet de réforme de l'alphabet arabe à l'usage des Azerbaïdjanien, œuvre de notre grand écrivain, a été également découvert.

La correspondance que Mirza Fatali entretenait avec les hommes politiques d'Azerbaïdjan de l'époque, est d'un grand intérêt, non seulement pour le seul Azerbaïdjan, mais pour l'ensemble du Caucase qui, à l'époque commençait à se réveiller d'un long sommeil.

Plusieurs manuscrits, œuvre d'autres poètes azerbaïdjanien ont aussi été trouvés dans ces archives. L'un d'eux compte 350 pages ; un autre en compte 250. Le premier appartient à Kazim bey Zakir, l'un des amis de Mirza Fatali, l'autre cahier contient des oeuvres, encore non publiées, des poètes azerbaïdjanien du XVIII^e siècle, tels que Vakif, Mirza-Djan Madatov, Achik-Peri, Mehmed bey Karabaghi, Boudari, etc.

Si l'on considère que la plus grande partie de ces documents était restée inconnue jusqu'à ce jour, on peut se rendre compte de l'intérêt que présentera leur publication pour l'histoire de la littérature azerbaïdjaniennne des XVIII^e et XIX^e siècles. D'après le journal « Kommounist » du 16 décembre 1936, tous les documents contenus dans ces archives seront publiés incessamment par les soins de la section azerbaïdjaniennne près l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

UKRAINE

LA DESAGREGATION DU PARTI COMMUNISTE EN UKRAINE ET LA FIN DU DICTATEUR MOSCOVITE DE L'UKRAINE, M. POSTYCHEV.

L'organe du gouvernement bolchévik de l'Ukraine, les *Visti* du 5 janvier, a donné timidement à entendre, en quelques lignes seulement, que « des contre-révolutionnaires ont pénétré » dans l'organisation de Kiev.

Les *Visti* du 18 janvier annoncent que « M. Postychev a résigné les fonctions de secrétaire du Comité du parti de la région de Kiev ».

Le 22 janvier ont eu lieu les plenums du Comité de la région de Kiev et de celui de Kiev même. Après ces plenums, M. Postychev a résigné ses fonctions de secrétaire du Comité de la ville de Kiev. Ses suppléants au Comité de la région de Kiev et de Kiev même, MM. Sapov et Ilin ont été arrêtés.

Depuis, le tout-puissant Postychev qui présidait toujours toutes les manifestations bolchévistes officielles en Ukraine, ne se montre nulle part, et des informations de diverses sources assurent qu'il a déjà été arrêté.

Un commissaire russe, M. Koudriavtzev est nommé dictateur de la région de Kiev. Son premier geste a été de procéder à une grande épuration du parti et des fonctionnaires de la région. Il a chassé du poste de maire de Kiev le camarade Pétrouchansky et a procédé à de nombreuses arrestations parmi les ouvriers et les fonctionnaires. En même temps qu'à Kiev, l'épuration a commencé à Kharkov ; les camarades Zorine, Raistov, Chouéha, Jourlivy, Novorojny et autres membres, très en vue, du parti ont été arrêtés.

Les *Visti* No 32, du 8 février, caractérisant l'état du Parti communiste en

Ukraine, écrivent : « Des négligences très graves dans le travail du parti, des fautes très graves contre le statut du parti, une absence de critique et d'auto-critique et un envahissement des différentes organisations par les ennemis du parti ont été découverts ».

Cet état de choses existe même, assurent les *Visti*, « dans l'organisation de Kiev et dans un grand nombre des organisations de toute l'Ukraine ». Dans ce même article, intitulé « Problèmes les plus importants », le journal énumère toute une série d'institutions d'Etat et d'organisations du parti en Ukraine, qu'il faudrait épurer et desquelles il faudrait chasser les ennemis du pouvoir soviétique. La liste des suspects et des gens déjà arrêtés est toujours, d'après cet article, impressionnante.

La situation du parti communiste en Ukraine est si grave que les mêmes *Visti*, organe officiel du gouvernement soviétique en Ukraine, écrivent, par crainte de déplaire à Moscou : « Notre presse, elle aussi, porte une grande responsabilité dans tout ceci. Il faut avouer franchement que les *Visti* elles-mêmes, ont délaissé, de façon tout-à-fait inadmissible, la question du travail du parti et tout spécialement celle du travail dans les organisations du parti ».

Ce grave état de choses en Ukraine a trouvé un écho retentissant à Moscou où l'on suit avec une grande attention les événements de l'Ukraine, occupée mais non pacifiée. La *Pravda* de Moscou, dans les numéros 38 et 39 du 8 et 9 février, écrit : « Les événements des derniers mois ont montré que certaines organisations du parti n'ont utilisé que très faiblement la force créatrice de l'auto-critique ; cela est vrai surtout en ce qui concerne les organisations du parti de Kiev

et de Rostov sur le Don. ...Dans la région de Dnipropetrovsk les assemblées n'ont pas été convoquées de toute l'année dans les différents districts ».

Si la presse de Moscou, voire même celle de Kiev, ose ainsi parler du travail de Postychev, dictateur tout-puissant et oeil de Staline en Ukraine, il faut croire que la carrière de Postychev est finie. Sa liquidation signifie qu'il n'a pu briser la révolte ni réprimer le sabotage en Ukraine, qu'il n'a pu mener à bien la politique d'occupation et de dénationalisation que Moscou voulait instaurer quand elle l'envoya d'urgence en 1933 en Ukraine pour vaincre l'opposition du Gouvernement de l'Ukraine soviétique, dont Skrypnyk était alors le chef.

Le retrait de Postychev du Gouvernement de l'Ukraine et les attaques mentionnées ci-dessus montrent encore qu'il ne doit plus être membre du Politbureau, car on n'oserait en Russie bolchéviste attaquer aussi violemment un membre titulaire du Politbureau.

Que signifient, en somme, ces derniers événements en Ukraine ? Il est évident que les nationaux-chauvins moscovites qui ont su faire de Staline un nouveau Pierre le Grand, « unificateur de toutes les Russies », sont fort mécontents de la lenteur avec laquelle l'administration bolchéviste mène l'entreprise d'unification. Ils essaient d'activer cette entreprise, ils veulent mater les séparatistes et les autonomistes, centraliser tous les territoires et toute l'activité, car ils savent fort bien, qu'en cas de guerre, s'ils n'y parvenaient pas, l'Ukraine et les autres pays occupés chasseraient immédiatement les envahisseurs moscovites et feraient tout leur possible pour entraver l'extension du nouvel impérialisme moscovite.

LA CRISE DU POUVOIR D'OCCUPATION RUSSE EN UKRAINE ET LA PRESSE UKRAINIENNE A L'ÉTRANGER.

Les récents événements en Ukraine : disgrâce de Postychev, crise du parti communiste en Ukraine, arrestations en masse de membres du parti et de fonctionnaires soviétiques, attentats, etc., etc..., ont suscité dans la presse ukrainienne, à l'étranger, de nombreux commentaires.

Un des connaisseurs les plus autorisés de la vie intérieure de l'Ukraine soviétique, M. V. S., chargé de la chronique de la revue ukrainienne « Le Trident », éditée à Paris, donne dans le numéros 7-8 du 21 février 1937 de cette revue, les conclusions suivantes, après avoir analysé les événements qui se déroulent en ce moment en Ukraine.

« La liquidation des influences de Postychev et de Khataievitch en Ukraine est très caractéristique et non seulement au point de vue de l'aggravation de la crise du régime de Staline en Ukraine, mais encore pour une autre raison ; ce fait démontre, en effet, la propagation de cette décomposition qui ronge les rangs du parti communiste. La lutte qui s'est livrée jusqu'à ce jour parmi les communistes a toujours été menée sous le signe d'une lutte de Staline et de son entourage contre la vieille garde bolchéviste. Ceux qui ont été matés dans l'affaire Zinoviev-Kamenev et Piatakov-Radek étaient tous d'intimes collaborateurs de Lénine ; ils faisaient partie des organes centraux du parti au moment de la constitution du pouvoir soviétique en URSS.

Dans l'affaire Postychev-Khataievitch il en est autrement. Ils appartiennent à une génération plus jeune de représentants du parti, réunis par Staline. Ils n'ont commis aucun écart dans leur activité politique, ils ont servi fidèlement Staline. D'après les allusions de la *Pravda*, on peut

supposer que leur disgrâce est le résultat des renseignements que s'est procuré le Guépéou pendant le dernier procès des trotskistes.

On sait que la préparation de ce procès a été confiée au chef, récemment nommé du Guépéou, Ejov, qui fait, lui aussi, partie des intimes de Staline. Le fait que ce soit Ejov qui recueille les données contre Postychev et Khataievitch, signifie que la décomposition du parti communiste est déjà si avancée qu'il n'y a plus seulement une lutte entre l'entourage de Staline et la vieille garde bolchéviste, mais que dans cet entourage même se sont formés des groupes ennemis qui se combattent entre eux. Le processus de destruction mutuelle dans le parti communiste arrive à son apogée. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter que ce processus continue à se développer dans l'avenir aussi vite qu'il s'est développé jusqu'ici ».

Le principal quotidien ukrainien de Galicie, le *Dilo* du 5 mars, après avoir énuméré, dans un brillant article, intitulé « L'Ukraine bout », les principaux faits de la lutte ukrainienne contre l'occupation moscovite, caractérise ainsi la situation actuelle : « La tension politique en Ukraine a encore augmenté durant les trois années de règne du russificateur et bourreau, Postychev. Bien qu'il ait exclu du parti communiste de l'Ukraine, après la mort de Skrypnyk, 26.000 communistes ukrainiens, c'est-à-dire, environ 24 p. 100 du parti, bien qu'il ait interdit de nouvelles admissions au parti et qu'il n'y ait admis que des communistes de Moscou, envoyés par Staline pour l'aider dans sa politique de russification, il n'a pas réussi à enrayer le mécontentement des masses en Ukraine. C'est pourquoi nous voyons encore en Ukraine procéder à des arrestations massives de communistes ukrainiens.

A Kiev, le Guépéou a arrêté pour « propagande contre-révolutionnaire » trois secrétaires d'arrondissement du Comité du

parti et l'écrivain Sentchenko ; en Podolie, le secrétaire du parti — Svirsky, à Dnipropetrovsk, tout un groupe d'opposants (plus de quarante communiste) ect., etc... Pour justifier devant le peuple ces nouvelles arrestations en masse de communistes ukrainiens, les bolchéviks préparent « un procès de démonstration » contre Kotzioubinsky et ses camarades, accusés de « vouloir donner l'Ukraine à l'Allemagne et à la Pologne ».

Cette nervosité de Moscou, causée par l'accroissement du mécontentement en Ukraine, justifie le récent voyage à Kiev du bras droit de Staline, le Commissaire L. Kaganovitch. L'arrivée à Kiev, le 16 janvier, de ce dernier, membre influent du Politbureau, est un grand événement. Et, en vérité, les résultats de sa mission politique ne se sont pas fait longtemps attendre. Après quelques jours de délibérations et d'entretiens, le Comité du parti de la région de Kiev et de Kiev même a exclu Postychev du poste de premier secrétaire du Comité et a nommé à sa place le moscovite, Koudriavtzev qui sera, dès maintenant, le satrape de l'Ukraine.

Ces changements en Ukraine montrent clairement que Postychev n'est pas arrivé à liquider, en dépit des sanglantes répressions de ces trois dernières années, la tension politique en Ukraine. Comme tout le démontre, l'Ukraine bout.

A ce propos, il est plaisant de rappeler que le journal communiste de Kiev « Le Bilchovyk », du 16 février dernier, a signalé que l'on s'attend à la famine en Ukraine, que tout le pays craint une catastrophe, et que la révolution y fait rage. Cette nouvelle a produit l'impression d'une bombe, si bien que le Guépéou a confisqué aussitôt ce numéro du journal (un article de ce genre étant un fait qui ne s'était encore jamais vu dans l'histoire de la presse bolchéviste) et arrêté les rédacteurs du « Bilchovyk ».

L'instruction a montré que le directeur

du journal « Bilchovyk », le camarade Tokar, avait réimprimé le communiqué incriminé d'un journal de Kiev, où il avait paru à l'occasion du premier anniversaire de la première révolution russe qu'on célébrait justement à la fin du mois de février, mais qu'il avait oublié de joindre au communiqué la date et le numéro du journal dont il l'avait tiré.

C'est ainsi que le communiqué annonciait d'une nouvelle catastrophe, de la famine et de la révolution en Ukraine a paru publiquement ».

A QUOI MENE LA RUSSIFICATION DE L'UKRAINE SOVIETIQUE PAR MOSCOU ?

La *Pravda* de Moscou, du 4 mars, se plaint amèrement que la langue russe soit tout à fait négligée en Ukraine :

« Certains élèves ne comprennent pas le russe, ou, s'ils le savent un peu, parlent un tel charabia qu'il est impossible de les comprendre ».

Les professeurs de russe eux-mêmes ne sont pas à la hauteur de leur tâche ; d'après la *Pravda*, « leur langue est pleine de fautes ; et pourtant, ce sont là les maîtres qui sont chargés d'apprendre le russe », tonne l'organe du Kremlin, qui répète mot-à-mot dans sa diatribe les circulaires russificatrices qu'envoyaient en Ukraine les ministres réactionnaires des tzars moscovites.

Mieux encore, il prescrit des mesures tout à fait semblables à celles qu'ordonnaient Delianov et Schwartz (les deux ministres des tzars les plus réactionnaires et les plus rétrogrades) : « On n'a pas encore supprimé les éléments nationalistes qui trompent la surveillance des organes locaux ».

Il est évident que l'article de la *Pravda* est le prélude d'une poussée de la russification moscovite en Ukraine, et que

l'on verra bientôt appliquer des mesures barbares contre l'école et la culture ukrainiennes qui se développent malgré les persécutions russes et les russificateurs moscovites impuissants.

LA DISETTE EN UKRAINE

Les lettres qui parviennent d'Ukraine aux émigrés ukrainiens en Europe, signalent, dans les derniers temps, une grave disette dans la région de Kiev où le pouvoir soviétique a dû libérer complètement de l'impôt sur les produits agricoles, un millier de fermes collectivisées. Plusieurs endroits de la région du Don se trouvent dans la même situation : les paysans commencent déjà à manger les semences. Dans la région de Dnipropetrovsk on constate une grande pénurie de fourrage pour le bétail. Pour sauver le bétail qui périt en masse, les paysans doivent le vendre à vil prix.

ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE TARASS CHEVTCHENKO

Le 11 mars, jour anniversaire de la mort du poète national de l'Ukraine, a été célébré dans toutes les colonies ukrainiennes en Europe et ailleurs par des assemblées solennelles et des services religieux.

La colonie ukrainienne de Paris a fait célébrer en l'Eglise ukrainienne un service funèbre pour le repos de l'âme de Tarass Chevtchenko.

ERRATA

Dans le dernier No de *Prométhée*, page 4, première ligne d'en haut de la colonne de droite, lire **Mer Noire**, au lieu de **Méditerranée** ; page 5, ligne 27 en partant du haut de la page, colonne de droite lire **Italie**, au lieu de **Turquie**.

E5114E
1937

Sté PARISIENNE
D'IMPRESSIONS
4 et 5 Rue Saulnier
PARIS 9^e